

154

BIBLIOTHÈQUE ST-SULPICE
JANV

Maintenant

26 NOV 1966

NOVEMBRE

1966

No 59

DU FOLKLORE À LA RÉALITÉ

ÉVOLUTION

OU

EXPLOSION

an 2000

Pop. 600,000,000

Nombre de volumes écrits sur l'Amérique latine laissent à penser que ce continent traverse actuellement une époque apocalyptique. Des titres comme « l'inquiétante Amérique latine » ; « Amérique latine, entre hier et demain », etc. donnent l'impression qu'il s'y passe des événements bouleversants.

RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL

Or la réalité est tout autre. Les structures fondamentales de la société n'ont pas changé depuis la lointaine époque du colonialisme. L'instabilité politique, certains changements sociaux amenés par l'exode des campagnards vers les villes ont provoqué quelques remous. Le Mexique, et tout récemment Cuba, ont été secoués par des révolutions. Mais ce sont des exceptions qui confirment la « tranquillité » générale et dont la valeur exemplaire s'affadit avec le temps.

En effet, pour instaurer des changements profonds, en Amérique latine, les classes sociales défavorisées devraient être préalablement structurées et organisées en vue d'exercer des pressions sur les détenteurs du pouvoir. Or tel n'est pas le cas : ces structures et ces organisations manquent toujours.

AMÉRIQUE LATINE

DES HOMMES OU DES POUPÉES D'ARTISANAT

Récemment à la télévision de Santiago au Chili, une quinzaine de paysans étaient interrogés. L'un d'eux affirmait que l'entreprise agricole devait être communautaire. Un autre, soulignant que la terre ne profitait qu'aux grands propriétaires, déclarait qu'il était grand temps que les ouvriers agricoles deviennent propriétaires. Or ces hommes, analphabètes pour la plupart, ouvriers agricoles depuis l'âge de dix ans, travaillant dans des conditions misérables, n'ont aucune voix au chapitre : en Amérique latine les analphabètes constituent 50% au moins de la population mais n'ont pas le droit de vote.

Les décisions se prennent donc sans eux. Les conceptions du monde, du travail, de la propriété qui ont cours en Amérique du Nord ne sont pas les leurs. Le plus tragique c'est que, encore au Canada et aux Etats-Unis, nous persistons à croire qu'on peut les aider sans d'abord les écouter.

D'ailleurs pourquoi les écouter ; pourquoi s'intéresser à l'Amérique latine ? Il est beaucoup plus rassurant de s'en tenir au folklore : le Mexicain au large sombrero, les plages merveilleuses de Rio et d'Acapulco, les coups d'Etat romantiques, les guitares, les fruits tropicaux et les bijoux bon marché. A ce folklore auquel les agences touristiques font la surenchère viennent s'ajouter quelques éléments du folklore missionnaire ou du folklore de « l'aide à l'étranger ».

L'INFORMATION « TOURISTIQUE » À LA SOLDE DE L'IMPÉRIALISME

Or tous ces folklores visent à cacher ou à minimiser la lutte de l'Amérique latine pour se libérer de son passé colonial, de l'impérialisme nord-américain et de l'injustice de son système de castes. C'est peut-être en Amérique latine que l'on ressent le plus clairement quels sont les ennemis numéro un de la libération efficace de l'homme. Malheureusement les agences de presse nous renseignent très mal. On se souvient du « scandale » de l'expulsion de certains prêtres et religieuses de Cuba ? Tous les journaux nord-américains et québécois se sont empressés d'y faire écho. Cependant qui a été dûment informé de l'emprisonnement et de l'exil de religieuses, de prêtres et de chrétiens à l'occasion du dernier coup d'Etat au Brésil qui a porté au pouvoir le régime ultra-conservateur de Castelo Branco ?

On saisit la nuance : Cuba, devenant socialiste et marxiste, c'était évidemment le « devoir » de nos moyens d'information de passer à l'attaque. Le Brésil, devenant au contraire le porte-parole latino-américain des Etats-Unis, c'était aussi le devoir des mêmes moyens d'information de se montrer discrets.

Ce n'est donc pas réellement à partir des valeurs de la dignité de la personne et du christianisme que nous jugeons l'Amérique latine, mais bien plus ou moins consciemment à partir des profits que nous Canadiens et Québécois retirons indirectement de l'exploitation de ce continent.

DONNER DES BÉQUILLES OU DONNER DES JAMBES ?

Face à l'Amérique latine, nous nous donnons bonne conscience. Le Canadien et le Québécois moyen aiment à répéter qu'ils ne sont ni impérialistes comme les Américains ni colonialistes comme les Européens. Nous avons donc les mains pures ! Cependant, nous oublions que notre prospérité matérielle est doublement parasitaire. Parasitaire de la richesse accumulée des U.S.A. et partant de là, parasitaire des difficultés économiques et politiques des pays latino-américains entretenues par les Américains. Le Canada se garde bien, en effet d'intervenir pour prendre la défense des intérêts de ces pays !

Mais n'y a-t-il pas l'aide aux pays sous-développés ? Nous croyons naïvement, sans esprit critique, que l'Alliance pour le progrès, les Volontaires du pape, les « Peace Corps », les associations missionnaires peuvent solutionner les problèmes de ce continent. Mais souvent les types mêmes de coopération et surtout la manière dont ils sont fournis s'avèrent paradoxale

RÉDACTION, ADMINISTRATION,
ABONNEMENTS,
2715, Chemin Côte-Ste-Catherine,
Montréal-26, P. Q. Tél. 739-2758
Le Ministère des Postes, à Ottawa,
a autorisé l'affranchissement en numéraire
et l'envoi comme objet
de la deuxième classe
de la présente publication
Frais de port garantis
si non livrable

ment facteur de retardement d'un développement socio-économique autonome. Par exemple, les missionnaires enseignants qui se cantonnent dans des collèges catholiques réservés à la haute société, contribuent à retarder le désengagement de l'Eglise vis-à-vis des liens coloniaux qu'elle entretient encore avec la classe possédante.

D'ailleurs il devient de plus en plus fallacieux d'espérer un changement de l'évolution actuelle : les structures internationales du commerce et de la politique vont demeurer figées pour longtemps encore. A moins que... Il est donc naïf de prétendre que le salut des 200 millions de latino-américains puisse venir de l'Eglise ou des Etats-Unis comme s'ils étaient le père Noël !

LIBÉRER AVANT DE RÉFORMER

Les relations entre le Québec et l'Amérique latine sont d'ordre strictement missionnaire. L'Eglise latino-américaine, qui a vu le jour avant celle du Québec, n'est ni mieux ni pire que la nôtre, tout compte fait. Elle a même perdu un certain nombre d'illusions que l'Eglise du Québec entretient encore. Car, en ces années de vaches grasses, de relative prospérité, l'Eglise d'ici est naturellement tentée de s'installer et de traiter avec l'Etat, à la manière d'un groupe de pression sûr de son pouvoir et de son ascendant sur la population. Or en Amérique latine, ce mode de « collaboration » est en perte de vitesse. Et Mgr Helder Camara, archevêque de Recife au Brésil, vient de résister fermement à la dictature et d'appuyer ouvertement ceux de ses prêtres qui militent dans des mouvements pourtant déclarés hors-la-loi par le gouvernement.

En outre, en Amérique latine, on est de plus en plus convaincu que tant que la fonction et le statut du clergé ne seront pas redéfinis selon les nécessités du monde actuel, toutes les réformes intérieures entreprises dans l'Eglise n'aboutiront pas.

Finalement tant que l'épiscopat maintiendra ses liens et ses compromissions avec le groupe des possédants, l'évolution (ou la révolution) de l'Amérique latine se fera sans lui.

SOLIDAIRES DES VALEURS RÉVOLUTIONNAIRES ?

Or envisager un changement rapide, c'est parler non seulement de mécanismes économiques, mais avant tout des valeurs en cause. Si les valeurs qui accompagneront la libération de l'Amérique latine se limitent à l'individualisme, à la survivance du plus fort, les hommes en place changeront mais nous assisterons tout au plus à un roulement de personnel et à une révolution de palais.

Cependant, si le but visé est la liberté, la promotion de l'homme devenu conscient et responsable de son destin, la vie communautaire et la solidarité des masses, alors la révolution aura une chance de vivre des lendemains. C'est à la promotion de ces valeurs que l'Eglise devrait contribuer sans chercher à *diriger* ou à *noyauter* une révolution sur laquelle elle n'a aucun droit de propriété.

L'ère révolutionnaire en Amérique latine signifie la fin d'une époque : celle de « l'aide à l'étranger ». Après les gouvernements militaires ou semi-militaires actuels appuyés par les U.S.A., principaux bénéficiaires de cette situation (et le Canada bénéficiaire indirect à la remorque américaine), commencera une ère de développement autonome. Il faudrait alors être doté d'une bonne dose d'illusions pour ne pas envisager qu'il puisse s'ensuivre une lutte ouverte avec les Etats-Unis (rappelons-nous Cuba). Cette fois-là, il sera impossible aux Canadiens et aux Québécois de demeurer neutres. Cuba et Saint-Domingue étaient de petites îles. Mais le Brésil continental compte 80 millions d'habitants.

La direction avec la
collaboration spéciale d'**Yvan Labelle**

sommaire

Du folklore à la réalité La direction et Yvan Labelle	325
Indépendante mais prisonnière Otto Maria Carpeaux	328
Théologie de la révolution Oscar Maldonado	331
Fausse libérations et révolution évangélique (Un prêtre latino- américain)	
I Des pauvres en mar- che qui refusent les bidonvilles	333
II A la recherche d'une justice sociale	336
Développement économi- que dans l'impasse Antonio José de Cerqueira Antunes	338
L'Eglise sous la dictature Almeri Bezzera	340
Le jeune Eglise	342
Inutile liberté Antonio Callado	343
L'Eglise au défi Segundo Galilea	345
Foi ou superstition Jean-Claude Bajoux	348
L'armée au pouvoir Edilberto Torrès-Rivas	350
Du capitalisme au socialisme Rodrigo Ambrosio	353
Education et politisation José Maria Bulnès	356
Histoire d'un numéro	358
Le Québec et l'Amérique latine La Direction	360

INDÉPENDANTE MAIS PRISONNIÈRE

OTTO MARIA CARPEAUX

En conversant avec le président du Chili, M. Edouard Frei, le président De Gaulle évoquait ses impressions de voyage en Amérique latine : « Ce qui m'a le plus impressionné, dans ce continent, c'est l'indifférence apparente de chaque Etat pour les problèmes, pourtant bien souvent analogues, de ses voisins ».

ISOLEMENT TOTAL

En effet, les problèmes de ces pays sont semblables et souvent identiques : l'instabilité institutionnelle, le sous-développement économique, la dépendance de l'exportation et des prix internationaux de quelques produits agraires et miniers, les déficits permanents et l'inflation, la disproportion entre les difficultés économiques et politiques et l'évolution très active, souvent tempétueuse, de la vie intellectuelle.

Néanmoins, les pays de l'Amérique latine ne se connaissent pas, les uns les autres, et leur isolement ne se limite point à la barrière linguistique entre le Brésil, d'expression portugaise, et les autres qui parlent l'espagnol. Il n'est pas possible d'acheter dans les librairies de Lima un livre édité à Caracas : il ne s'y trouve pas, de même que les livres péruviens ne se trouvent pas dans les librairies de Caracas au Vénézuéla. Les convulsions politiques et les coups d'Etat militaires du Pérou ne produisent aucune émotion en Colombie, pourtant ébranlée par des convulsions très semblables ; et à Bogota on ne lit guère les nouvelles de l'Uruguay.

LES GÉNÉRAUX S'AMUSENT

Les relations politiques se limitent aux discours officiels avec ses affirmations peu sincères d'amitié et de solidarité continentale. Les rivalités militaires, entre le Brésil et l'Argentine, par exemple, ou entre le Chili et le Pérou, sont plus ou moins fictives ; elles servent

OTTO MARIA CARPEAUX : Critique littéraire et commentateur politique. Auteur de plusieurs volumes, surtout en Portugais. Collabore depuis 15 ans au *Correo da Manha* et au *Jornal do Brasil* de Rio de Janeiro.

pour occuper quelques généraux ambitieux, en soulageant le sommeil des politiciens civils. Les relations économiques sont insuffisantes : dans le commerce extérieur d'un pays latino-américain quelconque, le volume des relations avec ses voisins atteint rarement 5 ou 6% du total. Le Brésil ne va pas chercher le pétrole cru au Vénézuéla pour ses raffineries, mais en Arabie, à Koweït : pourtant le Vénézuéla en est le plus grand producteur et en outre son voisin. Les blés argentins ne sont pas vendus au Brésil, qui en a besoin, mais à l'Angleterre et à la Belgique. C'est l'isolement presque complet ; et c'est cette indifférence réciproque qui impressionnait tant le président De Gaulle.

BRIDGE ET WHISKY

Mais il ne faut pas croire que les relations politiques des pays latino-américains soient beaucoup plus actives avec l'Europe. Certes il y a des ambassades sud-américaines dans toutes les capitales du monde. Souvent elles sont les plus luxueuses et les plus hospitalières. A Paris, elles se trouvent dans les beaux quartiers autour des Champs-Élysées ; à Rome, les ambassades sud-américaines logent dans les palais de la vieille aristocratie papale ; dans ses antichambres règne un silence solennel, à peine interrompu par le bavardage des touristes qui voyagent au frais de l'Etat. Les diplomates latino-américains, parmi lesquels se trouvent des gens de la plus haute culture, connaissent la littérature et les arts, ils sont, règle générale, d'excellents joueurs de bridge et de grands consommateurs de whisky : leur profession les a transformés en fainéants. Paradoxalement on pourrait dire des relations extérieures des pays de l'Amérique du Sud qu'elles n'existent point.

Pourtant, elles existent, mais le choix de leurs possibilités n'est pas grand. On cultive toujours les relations avec la France, mais elles sont plutôt sentimentales que réelles. On exalte l'Italie, mère des arts et d'un nombre énorme

d'immigrants brésiliens et argentins. L'Espagne a peu à offrir ; le Portugal, moins encore. Des craintes idéologiques empêchent les rapprochements avec la Russie. L'épisode marxiste oublié, l'Allemagne est appréciée comme patrie de la philosophie hégélienne et de l'aspirine, mais sa force se limite maintenant à l'exportation d'équipements industriels. Mais l'argument économique prime sur tous les autres en Amérique du Sud. Passe en premier qui a plus d'argent. Les vraies relations extérieures des pays latino-américains sont celles qu'ils entretiennent avec leurs plus grands créanciers.

LES U.S.A. SUPPLANTENT L'EUROPE

C'était autrefois l'Angleterre. Par tout, les Anglais ont construit les chemins de fer. Avant la première guerre mondiale, l'Angleterre était le seul acheteur des blés et de la viande congelée d'Argentine. Toute l'histoire des finances brésiliennes au XIXe siècle se confond avec l'histoire des dettes contractées avec les Maisons Rothschild et Lazare. Aujourd'hui encore, ce sont les raffineries de la Shell, compagnie anglo-hollandaise, qui emploient à Curaçao les pétroles des champs vénézuéliens ; mais les vraies propriétés de ces champs sont la Standard Oil, la Gulf Oil et la Texaco. Le capital nord-américain a totalement supplanté le capital anglais. Il n'y a pas de pays d'Amérique du Sud qui ne soit pas un satellite économique des Etats-Unis. Les vraies relations extérieures de ces pays gravitent autour de Washington et seulement autour de Washington.

HORS DE L'O.E.A., POINT DE SALUT

Le tour de danse neutraliste du Brésil, sous le gouvernement de João Goulart, se terminait avec la déposition du président en mars 1964 avec le consentement de l'Ambassade des Etats-Unis. Le flirt du président Frei, du Chili, avec la France ne pa-

raît pas avoir produit de résultats palpables. La révolte de Cuba a pris fin en octobre 1962, quand la Russie recula, retirant de l'île ses armes nucléaires ; peu après, le pays de Fidel Castro fut exclu de l'Organisation des Etats Américains (O.E.A.) ; et hors de l'O.E.A. il n'y a point de salut aux Amériques.

L'O.E.A. c'est l'organisation des Républiques américaines. Son siège est à Washington. Les langues officielles en sont l'anglais, l'espagnol, le portugais et le français (pour Haïti). Mais au reste l'O.E.A. ignore délibérément les différences énormes entre les pays américains, différences ethniques, religieuses, culturelles, économiques, sensibles surtout entre le Nord anglo-saxon et le Sud ibérique. La fiction de base est l'égalité juridique des 20 Républiques, grandes ou petites, riches ou pauvres, fortes ou faibles. Les Etats-Unis possèdent un vote dans l'Assemblée de l'O.E.A., et le Honduras, un vote également, etc. Les petits pays centro-américains, dont les présidents sont des pensionnaires de Washington, et même les votes de quelques Républiques garantissent toujours une majorité confortable aux propositions des Etats-Unis. Parfois on parle d'ambassadeurs dociles. Mais on ne saurait prouver le subornement individuel. On note, pourtant, que les emprunts officiels aux U.S.A. sont accordés avant ou après les votations dans l'assemblée de l'O.E.A., selon le sens du vote...

O.E.A. DANS SON CERCUEIL

L'O.E.A. s'inspire d'un certain nombre de thèses juridiques, entre lesquelles, la plus importante est la doctrine Monroe. Celle-ci fut unilatéralement proclamée par les Etats-Unis et elle proscribit l'intervention de pays extracontinentaux dans les affaires du continent. C'est pourquoi ces affaires sont d'office exclues des débats de l'Organisation des Nations-Unies. Les doctrines inter-américaines ou pan-américaines de l'O.E.A., votées à l'occasion de conférences périodiques, offrent un grand intérêt aux spécialistes du droit des gens. Son importance pratique n'est cependant pas si forte.

Depuis l'intervention unilatérale des Etats-Unis dans la République Dominicaine, en avril 1965, intervention qui allait contre la lettre et l'esprit des articles 15 et 17 de la Charte de l'O.E.A., proscribant l'intervention « en tous cas et sous prétexte quelconque », la Charte de l'O.E.A. est restée lettre morte. La prétendue réforme invoquée

par Washington pour légitimer « a posteriori » l'intervention et instituer une force d'intervention militaire, signe le certificat de décès de la précieuse égalité juridique. Mais l'O.E.A. n'est déjà plus qu'un instrument de force du Département d'Etat.

POLITIQUE À COUPS DE BÂTON

La politique du Département d'Etat envers les pays sud-américains a connu plusieurs phases, suivant un rythme dialectique. Entre 1900, époque du président Théodore Roosevelt, et 1933, fin de la domination du Parti Républicain, c'était la politique du « big stick » : quelques pays des Caraïbes furent occupés par les troupes américaines durant des années ; la province colombienne de Panama fut supprimée et transformée en République « indépendante » pour faciliter la construction du canal trans-océanique qui, perçant son territoire, fut cédé à la souveraineté des Etats-Unis. Le président Franklin D. Roosevelt, dès 1933, changea cette politique de la force, se mit à suivre la doctrine du « bon voisinage » favorisant plutôt les pressions diplomatiques et économiques que les interventions militaires.

L'HEURE DE LA FORCE

De retour au pouvoir avec le président Eisenhower, les Républicains préféraient avoir en Amérique latine des dictateurs : le tyran vénézuélien Pérez Jimenez fut loué et décoré par le général Eisenhower ; mais le président guatémaltèque Arbenz, progressiste modéré, fut dénoncé comme communiste et déposé par un colonel armé par l'United Fruit qui a le monopole des bananes aux Etats-Unis. Avec l'élection de Kennedy, l'Alliance pour le Progrès prétendait imposer quelques réformes sociales. L'échec de cette initiative paternaliste fut bientôt admis par le premier directeur exécutif de l'Alliance, M. Théodore Moscoso : les réformes seraient impossibles, entravées par une autre alliance, celle des forces réactionnaires en Amérique du Sud avec les cercles économiques des Etats-Unis. Les événements de 1964 et 1965, au Brésil et dans la République Dominicaine, inspirés par le sous-secrétaire d'Etat, Thomas C. Mann, signifient le retour au « big stick ». C'est, une fois de plus, l'heure de la force.

LA FORCE CRÉE LE DROIT !

Ces tendances sont secondées et parfois contrariées par le Pentagone, qui a

sa propre politique latino-américaine. Le Département d'Etat ignorait, par exemple, le Projet Camelot, élaboré au Pentagone, vaste projet d'instigation de révoltes et de coups d'Etat réactionnaires en Amérique du Sud, sous le camouflage d'« investigation sociologique ». Parce que le Pentagone ne croit qu'à la force, son arme principale est l'U.S. Military Aid : en 1962, \$75,000,000 furent dépensés pour renforcer les armées latino-américaines dont l'occupation préférée est l'intervention dans la politique intérieure. En juillet 1962, le palais présidentiel de Lima fut occupé par le Colonel Gonzalo Briceno, utilisant un tank Sherman fourni par l'U.S. Military Aid ; le président constitutionnel Manuel Prado, conservateur mais indépendant, fut déposé par ce colonel diplômé du Ranger School (Fort Bennett) de l'Armée des Etats-Unis.

La formation des dictateurs sud-américains est une spécialité du Pentagone. Sont diplômés d'écoles militaires des Etats-Unis le dictateur Oswaldo Lopez Arellano (Honduras), le général Wessin y Wessin, connu par les événements dans la République Dominicaine, les trois membres de la junte militaire qui a gouverné jusqu'à peu de temps l'Equateur, le général Golbery do Couto e Silva, conseiller principal de l'actuel président maréchal Castelo Branco, du Brésil, etc. Périodiquement, des généraux latino-américains sont invités — et ils acceptent — à recevoir une instruction idéologique à l'Académie militaire de West Point. « Ultima ratio regis », slogan des autorités de Washington, dans sa politique sud-américaine, se traduit donc par l'instigation du coup d'Etat militaire. Mais on ne tolère point le coup d'Etat en sens contraire. Le Département d'Etat emploie, pour l'empêcher, l'instrument de la reconnaissance diplomatique, qui est toujours accordée aux gouvernements de fait de la droite et de l'extrême-droite, mais jamais aux autres. Le Pentagone y préfère le coup d'Etat préventif.

Tous ces faits nous incitent à croire que la politique extérieure des pays sud-américains serait faite à Washington, par les diplomates et les généraux des Etats-Unis. Mais ce serait une thèse tendancieuse et inexacte. La réalité est beaucoup plus complexe.

COLONIALISME ÉCONOMIQUE

Les Etats-Unis n'ont pas de préférence idéologique ; ils tolèrent, en Amé-

rique latine, tous les régimes, à l'exception du communisme, évidemment. Ils préfèrent le dictateur autochtone à l'intervention militaire directe. Les luttes des partis et des factions politiques pour le pouvoir interne ne les préoccupent pas ni la proverbiale instabilité institutionnelle des Républiques « au Sud du Rio Grande ». Le professeur Merle Kling, de l'Université de Washington, dans son étude sur le *Theory of Politic Instability in Latin America* (publiée dans le *Western Political Quarterly*) a même démontré que l'instabilité politique latino-américaine est l'effet de la politique économique des Etats-Unis dans le continent du Sud.

Les Républiques de l'Amérique latine sont des pays indépendants depuis 150 ans et plus. Ils ont leurs gouvernements, leurs parlements, leurs constitutions, leurs lois, leurs armées, leurs représentations diplomatiques à l'extérieur. *Seulement, ils n'ont pas d'économie propre.* Les grandes exploitations minières et le grand commerce de produits agricoles sont aux mains des étrangers, principalement des Américains du Nord. Enfin, considérant que les entreprises américaines, petites et moyennes, n'ont pas les moyens d'opérer à l'étranger, ce sont les grands trusts qui dominent les secteurs plus sensibles de l'économie sud-américaine : Standard Oil, Gulf Oil, Texaco, General Motors, General Electric, Ford, United Steel, Anaconda Copper, Hanna, United Fruit, ITT, American & Foreign Power, IBM, etc.

En outre, il n'y a pas de grande entreprise « nationale », en Amérique du Sud, qui ne soit pas plus ou moins liée aux intérêts américains qui réussissent à s'infiltrer jusqu'au commerce de détail (Sears Roebuck). Mais cette domination n'est pas totale. Les Américains sont absents d'amples secteurs, moins lucratifs, comme la grande propriété rurale, ou d'autres qui sont plus liés aux coutumes locales, comme le commerce des denrées. Surtout, une partie considérable de la population vit directement de l'administration publique : les employés du gouvernement, les officiers des forces armées ; enfin il y a les entrepreneurs d'importance seulement locale, qui vivent des emprunts des banques officielles.

LUTTE POUR LES MIETTES

Mais la part du produit national qui reste pour eux, une fois déduite la part du capital étranger, n'est pas suffisante pour tous. De cette insuffisance naît la

lutte permanente, entre les factions politiques, les groupes militaires et les clans des propriétaires ruraux, pour la conquête des positions les plus avantageuses dans l'administration publique. C'est la démagogie, la falsification des élections, la modification permanente des constitutions, et, enfin, les coups d'Etat si fréquents : c'est la proverbiale instabilité institutionnelle de l'Amérique latine. Les vainqueurs de ces luttes sont aussi les artisans de la politique extérieure de leurs pays : elle leur ressemble bien !

Il reste peu de chose pour le prolétariat urbain. Il ne reste rien pour le prolétariat rural, qui constitue la grande majorité de la population. C'est la proverbiale misère de l'Amérique latine, un des continents potentiellement le plus riche du monde, habité par les peuples les plus pauvres du monde, avec une mortalité infantile qui excède celle de l'Inde. Les dénonciations de cette misère sont souvent taxées d'exagération. En 1965, les professeurs Johan Galtung, Manuel Y Arango et Simon Schwartzman, du Peace Research Institute à Oslo, publièrent leur *Sistema latino americano de Naciones ; un analisis estructural*. Les résultats sont effarants.

DÉPENDANCE ABSOLUE

Les problèmes de la politique extérieure des pays latino-américains sont des problèmes économiques. Ce sont des pays exportateurs de produits agricoles et miniers. Les prix de ces produits dans les marchés internationaux sont tombés, de 1953 (index 100) à 69, en 1962 ; en même temps, le prix des équipements industriels montaient, de 100 à 125. La CEPAL, comité des Nations Unies, évalue la perte de pouvoir d'achat de ces pays-là, dans la même période, à 63%.

Les prétentions de stabilisation des prix internationaux des produits ont échoué à la Conférence de commerce international et de développement à Genève ; l'opposition des Etats-Unis fut insurmontable. En effet, cette stabilisation, tout en conservant le statu quo social en Amérique latine, signifierait une indépendance relative ; et celle-là, les Etats-Unis ne l'accorderont jamais de leur plein gré.

Les défenseurs des solutions classiques attendent le salut et le progrès de l'investissement de capitaux étrangers. Mais ces investissements font avant tout profiter celui qui investit son ca-

pital. L'United States Department of Commerce a publié des statistiques sur les investissements récents de capital américain en Amérique latine et sur les profits retirés et renvoyés aux Etats-Unis :

	Investissements	Profits *	
1957	800	915	14%
1958	317	653	106%
1959	347	600	75%
1960	267	641	140%
1961	500	770	54%

* En millions de dollars.

On ne peut certes parler — sans sourire — d'aide désintéressée.

Cette décapitalisation, combinée avec la chute des valeurs des exportations, tend sans cesse à augmenter l'endettement. La situation s'aggrave. Elle s'aggrave plus par la politique extrêmement traditionnaliste et américanophile de certains pays latino-américains. L'actuel gouvernement brésilien, fortement autoritaire, et qui doit à Washington son installation et son existence, a payé cette dette politique par les lois et mesures du ministre de la Planification, M. Roberto Campos, dont la compréhension très grande pour les intérêts des Etats-Unis ne surprend personne. Ces lois et mesures signifient la liquidation totale, à bon marché, de l'économie brésilienne.

FAUSSES SOLUTIONS

L'actuelle situation politique, économique et sociale des pays latino-américains ne pourrait être modifiée par la participation majeure d'autres pays exploités, au détriment des Etats-Unis. Ce ne serait qu'un déplacement des difficultés. La politique de la « troisième force », neutraliste, a peu ou pas de chances. La seule solution durable serait l'abolition de l'isolement qui a impressionné le président De Gaulle, c'est-à-dire l'intégration des pays de l'Amérique latine, sans les Etats-Unis évidemment, en formant un bloc de leurs économies complémentaires. Parce qu'ils ont tout il resterait à le posséder pour eux-mêmes.

LA RÉVOLUTION

Mais cette nouvelle politique extérieure ne sera jamais réalisée par les actuels détenteurs du pouvoir en Amérique latine. Il faudrait une révolution pour la réaliser. Une révolution ? Oui. Les Etats-Unis eux-mêmes sont nés d'une grande révolution.

THÉOLOGIE DE LA RÉVOLUTION

OSCAR MALDONADO

Cet article a été réécrit à partir de documents relatifs à Camilo Torrès, spécialement d'une étude publiée par Cidoc-Infirma du Centro de Investigaciones Culturales de Cuernavaca, Mexico, et signé par Oscar Maldonado, prêtre et sociologue de Bogota, Colombie.



Camilo Torrès, prêtre laïcisé, mourait récemment au cours d'une opération militaire dans l'état de Santander, en Colombie. Torrès s'était joint aux guerrilleros de la région.

Sa révolte fut celle d'un homme contre son milieu ; elle naquit d'un conflit entre deux conceptions opposées de la société, de l'Eglise et de la mission du prêtre.

LE PRÊTRE ET SA CONSCIENCE

Comme les forces politiques se déplacent et la défense des intérêts de quelques personnes devient la défense des intérêts de la grande majorité, le prêtre doit décider si oui ou non il doit intervenir en politique.

Et même avant de répondre à cette question, il est possible que les impératifs de sa conscience lui aient déjà fait prendre position pour les déshérités. C'était le cas de Camilo Torrès : d'une part il travaillait dans les bidonvilles de Bogota, d'autre part ses réflexions et son travail de sociologue le ramenaient toujours à la réalité socio-économique de son pays.

Il résumait ainsi la situation : les classes possédantes détiennent tous les pouvoirs, politique, économique et social. Leur intérêt personnel est le seul critère qui oriente les décisions politiques et économiques du pays. Cette oligarchie ne concède aux autres classes de la société, moyenne ou indigente, que le strict minimum nécessaire pour chloroformer leurs revendications.

LE SALAIRE : CADEAU DE LA PROVIDENCE !

En outre, rompant avec une tradition sacro-sainte, Camilo Torrès ne

venait pas à la politique pour défendre les privilèges de l'Eglise. En maintes occasions il s'était élevé contre ces privilèges, car il se rendait compte qu'un grand nombre d'institutions et de structures de la société colombienne étaient soutenues et justifiées par l'enseignement traditionnel de l'Eglise.

Par exemple, d'où vient cette conception de la propriété privée qui prévaut dans la classe possédante de Colombie ? Son origine se confond avec celle du concept d'une autorité qui émanerait de Dieu et s'incarnerait dans

le père, l'Etat, l'Eglise et le patron. En vertu de cette conception, il existe encore des paysans qui croient sincèrement avoir été assujettis par Dieu lui-même à l'autorité de leur patron et qui reçoivent leur maigre salaire comme un pur cadeau de la Providence.

Tous ceux qui ont travaillé à l'animation des mouvements visant à la réforme agraire se sont heurtés à deux types de résistances. Les premières viennent de la difficulté des paysans à concilier leurs revendications légitimes avec le respect « sacré » dû à leurs maîtres. Les secondes viennent du fait que les propriétaires se croient sincèrement responsables et maîtres de la destinée de leurs serfs. En outre les propriétaires se donnent bonne conscience parce qu'ils croient compenser les salaires dérisoires de leurs paysans en se débarrassant de vêtements et de médicaments dont ils ne savent que faire dans leurs maisons.

L'ÉGLISE ENSEIGNE, L'ÉTAT PAIE

Bien sûr, l'Eglise est intervenue dans la question sociale. Mais quelle aide concrète les évêques ont-ils apportée aux projets de réforme sociale ? Si l'on interrogeait les coordonnateurs de l'action sociale de l'Eglise, ils répondraient probablement qu'à leurs yeux, ils considèrent déjà comme un immense privilège de n'être pas inquiétés davantage par leurs supérieurs ! D'ailleurs, en regard des effectifs religieux consacrés à l'enseignement, le nombre des animateurs sociaux prêtres est ridiculement bas.

Depuis quelques années l'Eglise a mis sur pied un nouveau type de service auprès du peuple colombien : l'action culturelle populaire (alphabétisation). Mais l'opinion publique n'est pas

PRIÈRE DE CAMILO TORRÈS

« J'ai laissé les devoirs et les privilèges du clergé, mais je n'ai pas cessé d'être prêtre. Je crois que je me suis donné à la Révolution par amour du prochain. J'ai cessé de dire la messe pour réaliser cet amour du prochain sur le terrain temporel, économique et social. Au moment où mon prochain n'aura plus rien contre moi, quand nous aurons fait la Révolution, je reviendrai offrir le Sacrifice, si Dieu le permet. Je crois qu'ainsi je me conforme au mandat du Christ : « Quand donc tu présentes ton offrande à l'autel, si là tu te souviens d'un grief que ton frère a contre toi, laisse là ton offrande, devant l'autel, et va d'abord te réconcilier avec ton frère ; puis reviens, et alors présente ton offrande » (Mt. V, 23-24).

(Extrait d'un article de Luis Alberto G. de Souza, prêtre et guerrillero, publié dans le no. 52 de la revue *Maintenant*)

sans ignorer que les fonds consacrés à ce service viennent en grande partie de l'Etat !

LETTRES PASTORALES ET APOLOGÉTIQUE

Il existe une forte tendance à voir dans l'action sociale de l'Eglise une preuve de l'intérêt qu'elle porte pour les pauvres et en même temps un moyen de se conserver leur confiance. Si on analyse les textes publicitaires qui présentent l'action de l'Eglise dans le domaine social, on peut y déceler le désir, inconscient ou non, de maintenir ou de gagner une position de prestige auprès des gens et des groupes qui se préoccupent de réforme sociale.

On peut même prouver que l'apologétique prend le pas sur le témoignage d'un amour désintéressé. Le simple fait que l'Eglise croit devoir prouver par des démonstrations verbales son engagement envers les classes défavorisées démontre que son amour pour les pauvres n'est pas une évidence première qui saute aux yeux. Depuis quand, en effet, une mère a-t-elle besoin de recourir à des discours pour prouver qu'elle aime réellement son enfant ?

Dans les documents épiscopaux que j'ai analysés, la charité est comprise comme une aumône : celui qui a reçu beaucoup de Dieu doit donner à ceux qui n'ont rien reçu de Dieu. Le concept de l'amour chrétien comme un dynamisme qui donne une dimension accrue aux droits humains fondamentaux ne se retrouve pas dans les enseignements de l'Eglise de Colombie.

GÉNÉRALITÉS POUR LES UNS TERMES PRÉCIS POUR LES AUTRES

Il ressort des enseignements épiscopaux que les différences de classes doivent être mises en veilleuse au profit d'un vague amour mutuel entre ceux qui sont en haut de l'échelle sociale et ceux qui croupissent en bas. Lorsqu'ils s'adressent aux riches, les évêques leur parlent de générosité, de justice sociale, de quelques-uns de leurs défauts, toujours en termes très généraux. Aux pauvres, ils reprochent au contraire leurs velléités de violence, les condamnent en termes précis, les invitent à mener une vie ordonnée et paisible, à économiser leur argent et à accepter la volonté de Dieu.

On comprend alors que l'Eglise officielle n'ait pu tolérer en son sein un prêtre comme Camilo Torrès qui déclarait : « L'Eglise est du côté de ceux

qui détiennent le pouvoir économique et politique parce que l'Eglise de Colombie est riche ».

DE QUELLE ÉGLISE S'AGIT-IL ?

Une des raisons avancées par les évêques pour laïciser Camilo Torrès fut qu'il s'était placé lui-même en dehors des doctrines et des directives de l'Eglise catholique. Or il y a un lien très étroit entre le concept de l'Eglise juridique, institution visible dotée de pouvoirs divins, et son désir de participer à la vie politique en vue de maintenir ses privilèges. Une analyse de tous les documents épiscopaux, de 1908 à nos jours, révèle que l'Eglise de Colombie est presque toujours présentée comme une institution ayant des droits. Elle justifie alors le concordat, la protection des autorités et le soutien des possédants. Il est évident que Camilo Torrès ne partageait pas les « doctrines » de cette Eglise.

Cependant l'Eglise est aussi le peuple de Dieu, écoutant la parole de Dieu et uni dans la foi et la charité. Ceux qui vivent de cette conception de l'Eglise n'exigent rien d'autre que la reconnaissance des droits humains fondamentaux.

L'ÉGLISE DE DEMAIN

Tôt ou tard l'Eglise de Colombie devra prendre position vis-à-vis la révolution qui secoue le monde entier. Que dira l'Eglise ?

Elle dira exactement ce que nous ressentons vis-à-vis la révolution qui conduisit à l'indépendance de la Colombie. Chaque année, le 20 juillet, on chante le *Te Deum* dans les cathédrales et les églises de campagne en l'honneur de la

lutte pour l'indépendance. L'ordre (?) établi d'aujourd'hui est le résultat d'une révolution !

C'est dans le concept de liberté, consacré par les constitutions modernes, que l'Eglise trouve un exemple éloquent de la route à suivre. Car l'ordre social actuel, qui aujourd'hui essaie de se défendre, est né d'une révolution très violente et a été « purifié » par plus de deux douzaines de guerres civiles. Ne peut-on alors légitimement penser qu'un autre ordre social, plus juste, plus humain, plus chrétien naîtrait d'une autre révolution ?

LE CLERGÉ DE GAUCHE ET LA RÉVOLUTION

« Nous avons perdu toute mentalité paternaliste. Si l'Eglise européenne a quelque chose à nous enseigner, c'est *ce qu'il ne faut pas faire*. Nous ne voulons aucun professeur de révolution : nous voulons une révolution socialiste mais faite par nous »...

...« Depuis longtemps, on enseigne dans nos écoles catholiques que le peuple a le droit de tuer le tyran et le grand tyran aujourd'hui, c'est l'impérialiste, ce sont les groupes économiques américains et ceux qui font le jeu de ces groupes. Il n'y a aucun moyen de les abattre sans recours à la violence. La non-violence est une idée bien poétique. En France, on fait grand cas de Teilhard de Chardin. Mais nous, nous pourrions être teilhardiens après la révolution, pas avant ».

« Nous n'avons aucun espoir de convertir les impérialistes. Il est trop tard pour qu'ils deviennent intelligents ».

« A la violence établie, nous devons répondre par la violence des masses : par une révolution socialiste, spécifiquement brésilienne, humaine mais violente. Car la violence est là, partout, autour de nous : dans la famine, dans la prostitution des enfants, dans la mort des nouveau-nés qui est l'un des plus grands crimes perpétrés dans le monde par l'impérialisme ».

(Interview du Padre Francisco Lage (prêtre brésilien), par Michel Bosquet dans *Le Nouvel Observateur*)

BANDITISME

La Colombie (population 15,000,000) a connu dans les dix dernières années une vague de « banditisme » qui a fait plus de 300,000 morts. Cause immédiate ou plutôt apparente : la rivalité entre les deux groupes politiques traditionnels, les conservateurs et les libéraux. Cause profonde : la faim, les grandes propriétés foncières. 61% de la surface agricole appartiennent à 3,6% de propriétaires, tandis que 4,2% de la surface sont cultivés par 56% des agriculteurs, 4,6% de la population reçoivent 40% du revenu total.



FAUSSES LIBÉRATIONS ET RÉVOLUTION ÉVANGÉLIQUE

I - DES PAUVRES EN MARCHÉ QUI REFUSENT LES BIDONVILLES

UN PRÊTRE LATINO-AMÉRICAIN

L'auteur de cet article est un prêtre latino-américain qui, durant vingt ans, a partagé la vie des pauvres et des marginaux. Revenu d'un séjour en Europe où il a étudié l'économie, il poursuit actuellement son travail et ses recherches sur la promotion collective des défavorisés.

Pour des raisons qui se révéleront évidentes à la lecture de ce texte, il préfère garder l'anonymat.

La pauvreté est devenue un thème important dans le monde d'aujourd'hui. L'accumulation des richesses produites par le travail de l'homme et la mauvaise distribution des biens ont créé la division du monde en riches et pauvres.

Cette division tend aujourd'hui à être géographique et raciale : les deux tiers de l'humanité sont dans la pauvreté, le dernier tiers dans l'abondance. Par une suite de circonstances historiques et par l'apport du christianisme, cette division coïncide pratiquement avec celle des peuples non-chrétiens et des peuples chrétiens.

Les chrétiens font figure de riches dans le monde d'aujourd'hui. Cela les préoccupe, préoccupe l'Église, le Concile. Et, en conséquence, le vieux thème de la pauvreté chrétienne regagne une formidable actualité et, à travers de multiples avatars, trouve sa formulation récente dans l'Église des pauvres.

1. LA PAUVRETÉ « EXPLOSIVE »

— Fondamentalement, c'est une pauvreté culturelle, dans toutes les formes de la culture, et une pauvreté de structures. La pauvreté matérielle n'est qu'une

conséquence du défaut de culture et de structures.

— C'est une pauvreté en rapide changement. Les secteurs fermés de la pauvreté chronique et endémique, comme celle de certains groupes indigènes, paysans ou habitant les ceintures de misère des grandes cités, sont touchés, grâce à la radio ou à la presse des leaders, par les avantages de la civilisation, de la culture, de la technique et du confort, qui contrastent avec leur dépossession et leur insatisfaction permanente.

— Cette misère, autrefois inconsciente, commence maintenant à penser à la manière de satisfaire ses besoins fondamentaux, civiques et normaux au sein de la société dans laquelle elle vit. La misère et la pauvreté chroniques se transforment rapidement en une pauvreté aiguë, une pauvreté en crise, une pauvreté consciente qui cherche, dans l'ordre culturel, social et économique, une issue qui ne signifie pas un retour à la situation de pauvreté inconsciente d'autrefois.

— La prise de conscience de la pauvreté par elle-même est générale en Amérique latine. La pauvreté pensante

est l'explosif le plus fort pour un bouleversement profond.

Il est important, il est urgent de faire penser la pauvreté d'Amérique latine, d'accélérer sa prise de conscience, ce pour quoi ne servent plus de rien ni les « Mythes de la pauvreté », ni « la vertu de la pauvreté en esprit », ni la « béatitude de la pauvreté », ni « l'Église des pauvres », présentés de la manière confuse et dans la forme sous laquelle on les lui propose.

Cette présentation de la pauvreté chrétienne, cette culture de la pauvreté n'ont plus d'usage ni de force d'impulsion au moment de la rébellion et de la révolution des pauvres. L'Église des pauvres n'est pas le signe de ralliement, n'est pas le symbole que puissent reconnaître et suivre les pauvres d'aujourd'hui.

Aux Indiens qui se soulèvent au Pérou, aux mineurs de Bolivie, aux habitants des bidonvilles du Brésil (favelados) ou du Chili (callamperos), aux colonies de prolétaires du Mexique, aux villes-misère de l'Argentine, aux guerrilleros de Colombie, aux paysans et aux artisans exploités, aux mendiants et aux « chiffonniers » de toutes les gran-

des villes, on ne peut plus continuer à parler le langage de la pauvreté comme nous le faisons, nous, les « chrétiens non-pauvres d'aujourd'hui ».

2. LA PAUVRETÉ URBAINE

suburbains

Ce sont des entassements suburbains qui portent des noms divers selon les pays, mais qui expriment une identique réalité. Ils s'accroissent non seulement par la migration de la campagne vers la ville de gens en quête de meilleures conditions de vie, mais aussi, dans de nombreux cas, par la migration de ceux que le prix des loyers urbains refoule du centre de la cité vers la périphérie. Ils sont très hétérogènes, un mélange de campagne et de ville, d'analphabétisme et de culture. Quelle que soit la grande variété de ces nouvelles villes selon les régions, l'aspect humain, les problèmes sociaux, économiques, psychologiques, sont presque identiques partout.

Ces secteurs géographiques de la pauvreté sont le lieu où entrent en gestation les grands changements. Là se réalise la rencontre, la prise de conscience et l'union des pauvres, là se forme la pauvreté *pensante*, la pauvreté *explosive*.

En plus de ces ceintures des grandes villes, coïncidant ou non avec elles, existent d'autres groupes de gens en marge de la vie normale de la cité et dont il faut parler plus en détail.

artisans marginaux

Ils vivent à l'intérieur de la cité ou à sa périphérie. Ils sont en général propriétaires de leurs instruments de travail. Malgré leurs petites associations d'entraide et de défense et malgré les lois qui, dans quelques pays, les protègent, ils se situent dans une économie de subsistance et dans un système d'exploitation qui pratiquement, leur rendent impossible l'intégration économique et sociale normale.

Les méthodes de production sont généralement primitives, sans valeur technique ; il n'y a pas de possibilité de crédit et, d'ordinaire, l'accès au marché n'est pas directe, il faut s'en remettre à d'autres. L'artisan ne peut suivre le rythme de l'industrialisation de l'Amérique latine et tend à devenir *marginal*.

défi des mendiants

Ils sont parfois nombreux. Ils forment un monde à part au centre même

des grandes villes. Ils sont l'objet de l'indignation, de la préoccupation et de l'aide de beaucoup. Ils le savent et font de leur attitude et de leur situation un *défi* à une société qui ne les accepte pas, mais veille sur eux et les maintient dans une mendicité sympathique et organisée.

Toutes les organisations existantes pour l'aide aux mendiants ont comme finalité de *donner aux mendiants*. C'est la plus grande des erreurs. Jusqu'ici, on n'a pas inventé d'organisation pour *demandeur aux mendiants*. Les mendiants, ceux qui, de toute leur vie, n'ont pu que demander et recevoir, veulent *donner*.

Les pauvres d'Amérique latine, il faut commencer par leur demander et non par leur donner, si on veut parvenir avec eux à un dialogue et à une compréhension mutuelle. Le mendiant vient vers la société mais ne la trouve pas réceptive. Même la monnaie ou le pain qu'on lui donne est pour qu'il se retire, qu'il s'en aille.

autour des dépotoirs

Le mot doit être pris au sens le plus large et le plus modeste. Il s'agit de personnes très pauvres qui en sont venus à vivre de ce que la société jette comme inutile. Ils sont de deux classes : les uns parcourent les rues avec leur petit chariot typique ou avec leur sac sur l'épaule, cherchant dans les poubelles, papiers, cartons, bouts de verre et tout ce qui est susceptible de se changer en argent. D'autres travaillent et vivent sur les dépotoirs des grandes villes, dans de petites baraques construites avec des rebuts, entre des tas d'ordures qu'hommes, femmes et enfants fouillent à longueur de jour. Ce sont des êtres humains qui portent sur leurs vêtements, sur leurs mains, sur leurs visages la marque des ordures qui semble être parvenue à s'imprimer jusque dans leurs âmes et à leur donner la *psychologie du rebut*, le sentiment d'être rejetés par la société.

Il existe partout des organisations de récupération des déchets qui peuvent encore être utiles (papier, verre, métal, chiffon, etc.) et des fertilisants provenant de matières organiques. Ces organisations en général exploitent le malheureux « chiffonnier » ; leurs patrons sont appelés les « poulpes » et, au Brésil, les « requins ».

Actuellement, il est très difficile au « chiffonnier » de se tirer effectivement des ordures. Il est peut-être le pauvre qui est tombé le plus bas. Pourtant, on trou-

FAIM ET PAUVRETÉ

. Au Pérou chaque individu ne dispose en moyenne que de 12 grammes de protéines animales par jour : le 1/5 de la ration moyenne d'un citoyen des U.S.A.

.. En 1962 à Haïti, le revenu moyen annuel par habitant \$64. n'était guère supérieur à celui de l'Inde (\$57.). Il n'y a qu'au Vénézuéla, pays de « l'or noir », où le revenu annuel moyen dépasse \$500.00.

... Un Colombien sur deux ne mange pas à sa faim, mais 0.87% des possédants règnent sur 40% des terres.

.... Le Brésil possède au Nord-Est un immense « triangle de la faim » où 23 millions d'habitants y connaissent une moyenne de durée de vie de 30 ans. Les 3/4 de cette population éprouvent quotidiennement la faim, les maladies de la faim, les dégénérescences biologiques provoquées par la faim. Chaque année 200,000 enfants meurent de carences alimentaires, soit près du 1/3 des nouveau-nés. Abandonnés par leurs parents, des prostituées de dix, onze et douze ans se vendent sur les places de Recife, capitale de Pernambuco. Sur les 100,000 habitants de Teresina, 20,000 sont tuberculeux. Sur les 82 millions d'habitants du Brésil, 32 millions sont atteints de maladies atroces qui débilitent, estropient, aveuglent avant de tuer. *Les recettes du Ministère de la Santé ne représentent qu'un tiers des profits rapatriés chaque année par les trusts pharmaceutiques étrangers implantés au Brésil.*

.... Un représentant du Chili à la réunion du Conseil économique et social des Nations Unies en 1958 disait :

« Si l'on étudie l'aide donnée par les pays développés, il est difficile de ne pas penser au dicton populaire espagnol, écrit à propos d'un hôpital fondé par le très riche Don Juan de Porrès :

« Le Seigneur Don Juan de Porrès

De charité sans égal

Par amour pour les pauvres

construisit cet hôpital

...Mais d'abord il fit les

pauvres ».

ve en lui les valeurs les plus fortes de réaction contre la déshumanisation dont il est victime.

pègre et délinquance

Il y a des cas pathologiques comme dans toutes les couches sociales. Mais, en général, le délinquant professionnel est un véritable entrepreneur, et la délinquance dans les secteurs de sous-développement prend le caractère d'une organisation et le sens d'une véritable entreprise. Avec tous ses avantages et ses risques. Il suffit de connaître la pègre des grandes villes pour se rendre compte des grandes valeurs qu'il y a en elle et qui pourraient être utiles à la société si on pouvait la canaliser dans une autre direction.

Le délinquant est toujours en quête d'une manière de refaire sa vie. Les possibilités de trouver du travail, de rentrer dans la société, sont très limitées pour ceux qui ont un casier judiciaire, et c'est le plus souvent la nécessité qui les amène à employer leurs qualités dans ce qu'ils appellent eux-mêmes « leur travail », « leurs entreprises ».

traite des blanches

La prostitution, comme la délinquance et l'exploitation des ordures, ont, du point de vue des pauvres, un sens, socialement, économiquement et moralement différent de celui que nous leur donnons. C'est un travail qui ne réjouit guère celui qui a dû y recourir par nécessité. Et comme tout travail de gens nécessiteux, il a été l'objet d'une exploitation inhumaine. La prostitution dans la pauvreté renferme, dans la quasi-totalité des cas, des valeurs extraordinaires, parfois héroïques, qui peuvent être souverainement utiles pour un changement profond.

Les personnes de cette catégorie sont rejetées en marge d'une société qui les fait ce qu'elles sont, organise leur existence et en a besoin.

3. LA PAUVRETÉ « ENTREPRENANTE »

Les pauvres ne connaissent pas de pauvres. Il n'y a pas de pauvres pour eux. Il y a une pauvreté et il y a une misère en Amérique latine, mais il n'y a pas de miséreux, c'est-à-dire de personnes brisées par la pauvreté et par la misère. Il n'y a pas de pauvres, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de personnes en attitude d'acceptation de la pauvreté.

Il y a une réaction et une prise de conscience sans cesse croissantes. Aucune mystique du pauvre ne les intéresse, c'est pourquoi ils n'entrent dans aucune des nombreuses institutions « pour les pauvres ».

Ces pauvres ne connaissent pas des pauvres, ni dans leur religion, ni dans leur vie, ni dans leurs préoccupations. Le pauvre est pour le pauvre un compagnon de lutte contre la pauvreté.

Il n'y a pas de haine chez les pauvres. Elle n'existe pratiquement pas ; elle n'a pas pris, malgré tous les efforts qu'on a faits pour cela. Les pauvres d'Amérique latine sont un élément socialement sain et apte pour le changement.

Certaines réactions violentes des pauvres sont d'ordinaire interprétées comme des extériorisations et des manifestations de haine, alors qu'en général elles correspondent à une recherche de justice, à leur manière, et avec les moyens du bord.

Les pauvres connaissent un sentiment de sécurité sans cesse croissant. Sécurité qui naît de la conscience de leurs besoins insatisfaits, de leur union, de leur solidarité et de leur nombre. Ils connaissent leur influence sur la politique, influence de ceux qui ne craignent rien, n'ont rien à perdre et tout à gagner.

Du reste, dans presque tous les pays, existent des organisations nationales d'habitants des zones suburbaines. Il y a deux ans, ils parlaient déjà de préparer le premier Congrès latino-américain des sans-logis.

entrepreneurs plutôt que prolétaires

Les modes de subsistance dans la pauvreté sont une manifestation étonnante d'esprit inventif et d'organisation. Les « entreprises », dans la misère, sont innombrables et vont des grands marchés d'objets volés jusqu'à la vente de vieux dentiers. La prostitution, le vol et jusqu'à la mendicité, tout est « entreprise » pour les pauvres. Les pauvres sont des entrepreneurs ambulants qui vendent de tout et qui savent tirer profit de tout.

Mais ces entrepreneurs n'ont de crédit nulle part, ne peuvent s'adresser à aucune banque — sinon pour la voler ! Ils n'ont pas accès au marché, ils ne comptent pas pour leur compétence technique et ils sont sans défense, mais ce sont des entrepreneurs.

Cette valeur est celle que l'on rencontre le plus chez les pauvres et, en même temps, elle est la plus méconnue.

C'est pourquoi, quand on parle aux pauvres de la possibilité de produire pour gagner de l'argent, du système d'organisation de l'entreprise, la réaction est unanime, enthousiaste et immédiate.

Les pauvres sont en marche. La conception que le pauvre se fait de lui-même et de sa situation est différente de celle que l'on a généralement de lui. Pour beaucoup de gens, le pauvre est celui qui se trouve dans la pauvreté comme dans un état. C'est pourquoi les organisations pour les pauvres sont statiques et leurs objectifs principaux consistent à aider les pauvres à être mieux dans la pauvreté.

Les pauvres, aujourd'hui, pensent d'une autre manière : ils ne sont pas ceux qui se trouvent dans la misère, ils sont ceux qui viennent, ceux qui sont en marche... vers une incorporation normale, économique, humaine, à la société actuelle.

Matériellement, ils sont encore à vivre dans leurs bidonvilles, à mendier dans les rues, ou à retourner les tas d'ordures, mais psychologiquement, ils n'y sont déjà plus. Il y a longtemps qu'ils en sont sortis. *Les pauvres sont en marche* : voilà la réalité la plus forte et la plus consolante d'Amérique latine. Leur marche qui s'amorce depuis peu, est déjà incompressible ; on ne peut les arrêter ni par des dons ni par des calmants. Par bonheur, on ne peut plus désormais les contenir ni les tromper davantage. Cette marche qui commence sera irréversible.

RADIO ET TÉLÉVISION

La carence d'instruction est compensée en Amérique latine par une formidable soif d'information et un vif sentiment de solidarité et de conscience d'un destin commun qui se traduisent par un engouement général pour la radio et la télévision jusque dans les couches les plus défavorisées de la population.

.. Selon une enquête effectuée au Mexique 8 familles sur 10 possèdent un poste de radio, mais 5 familles sur 10 seulement ont des fourchettes et des couteaux.

.. En Colombie, petit pays s'il en est, on compte plus de 120 postes émetteurs de radio.

II - À LA RECHERCHE D'UNE JUSTICE SOCIALE

Sommes-nous prêts à l'accueil de nos propres peuples qui sont en marche, et au dialogue avec eux, ou n'avons-nous de réponse que pour les aider à se trouver mieux où ils sont ?

1. L'AIDE À LA PAUVRETÉ, UNE DÉRISION

C'est la réaction des non-pauvres devant une pauvreté qui est inhumaine et injuste. Elle se manifeste de diverses façons.

La sublimation de la pauvreté

La pauvreté est une vertu chrétienne. Il nous faut devenir pauvres. « Bienheureux les pauvres ». Suivre le Christ pauvre. « Il y aura toujours des pauvres parmi vous ». « L'Eglise doit devenir l'Eglise des pauvres... » Et toutes sortes d'autres expressions utilisées inconsidérément ou à contre-sens...

La sympathie pour la pauvreté

On s'efforce de faire connaître et de rendre sympathiques aux sociétés économiques dans lesquelles nous vivons, les deux classes de pauvres : — les pauvres par contrainte, — les pauvres volontaires, pour que les uns et les autres puissent subsister.

La « pornographie » de la pauvreté

C'est la manière dont on présente les pauvres pour exciter la compassion de tous : personnes, institutions, pays. On présente un petit enfant seul et sans vêtement, qui vous regarde ; une femme pauvre donnant le sein à son petit ; des vieillards courbés ; des hommes recroquevillés, assis par terre, comme des êtres sans espoir ; des mains ouvertes qui se tendent pour demander ; des pauvres mangeant ce qu'on est en train de leur donner... Les photos de cette nature ne manquent pas. C'est une saleté : les pauvres ne sont pas ainsi. Et ils ne se présentent pas ainsi. Si on présentait les pauvres et les misérables d'aujourd'hui tels qu'ils sont en réalité, ce n'est pas la compassion, c'est la peur qui en résulterait.

L'eschatologie de la pauvreté

On peut donner ce nom à l'idée directrice des bonnes œuvres ; consciemment ou inconsciemment, ce sont des organisations pour améliorer et conser-

ver la pauvreté. Les caractéristiques générales les plus communes des buts poursuivis par ces organisations sont : — qu'elles prétendent améliorer et non changer la condition du pauvre ; — que le pauvre est l'objet et le terme de leur action bénéfique et non le sujet de sa propre réalisation ; — qu'elles organisent, si l'on veut, la communauté des isolés, des gens en marge de la société, mais de telle sorte qu'ils restent en dehors d'elle, et selon des schèmes qui ne servent de rien et qu'on n'utilise jamais ailleurs.

Le slogan le plus à la mode est maintenant : « aider les pauvres à s'aider eux-mêmes ». Mais comme les moyens de production et le pouvoir économique restent dans d'autres mains que celles des pauvres, comment veut-on que les pauvres s'aident eux-mêmes ? On se moque de leur impuissance, et cette dérision est acceptée au titre de la mode.

Les centres de services ne sont qu'une nouvelle forme de paternalisme progressiste. On ne donne plus ni pain, ni vêtements, ni maison, parce que ce n'est pas de bon ton, mais le peuple a besoin de services culturels, professionnels, techniques et administratifs. Ces services organisés, nous pouvons les donner aux pauvres. Voilà le dernier effort d'un système conservateur et le dernier contrôle exercé sur le pauvre. Il ne vise nullement à l'intégration (au Brésil, un « favelado » appelait ces institutions un *chaleureux esclavage*).

Dans ces organisations, les possibilités offertes ne sont pas égales pour tous : — elles sont un système d'association entre la richesse et la pauvreté pour que les deux puissent subsister ; — les biens de production et les biens de compassion restent toujours dans les mêmes mains.

2. DES RÉPONSES PARTIELLES... À UNE RÉPONSE LIBÉRATRICE

Les réponses courantes à la pauvreté en Amérique latine peuvent être ramenées à trois types. Dans toutes, on remarque l'aspect prédominant d'aliénation de l'homme et de dépersonnalisation. L'utilité de ces réponses peut du

reste se discuter même du point de vue du système économique actuel.

réponses impuissantes : l'assistance

Il s'agit des œuvres d'assistance, paternalistes, protectionnistes, et de celles qu'on appelle « œuvres charitables ». Elles se caractérisent par l'absorption dans les problèmes urgents sans parvenir à penser aux problèmes qui dépassent cette urgence. De même, l'effort va constamment à porter remède aux effets et aux conséquences de la pauvreté et de la misère sans atteindre les causes profondes qui les produisent. Et, en effet, il est facile d'obtenir aide et collaboration pour améliorer la pauvreté !

réponses inadaptées : les œuvres sociales

Une multitude d'œuvres s'appellent « sociales ». Ce sont des organisations pour les pauvres. On en trouve tous les jours de plus parfaites. Elles portent des noms divers : Association de voisinage, Habillement populaire, Habitations de secours, Organisation de la Communauté, Quote-parts mortuaires, Action communale, Aide sociale, et certaines formes de Coopératives de consommation, d'épargne et de logement.

Toutes ces organisations ne servent que pour les pauvres (comme le vieux linge et les souliers usés). Personne n'en fait usage dans aucun secteur cultivé et développé de la société. Là on utilise d'autres types d'organisations et, par conséquent, avec d'autres résultats. On parle de sociétés anonymes, de production, de travail, de valeur technique de la formation et de la préparation.

Voilà deux langues bien différentes : une pour le développement et le pouvoir économique ; l'autre, totalement distincte et démodée pour le sous-développement et la pauvreté. Et, ce qui est pire encore, tous les mystiques et les apôtres de ces œuvres sociales pour les pauvres viennent en général du secteur

riche de la société et, à l'approche des pauvres, sont pris d'une espèce de mimétisme qui les empêche d'appliquer aux pauvres leurs propres schèmes, de leur apporter leur propre culture.

Œuvres populaires, culture populaire, promotion populaire, pour quoi faire ? N'y a-t-il pas une certaine crainte d'organiser les pauvres d'autre manière ?

réponses incomplètes : les services

Les organisations de services pour les pauvres sont récentes, efficaces, faisant appel à d'excellents collaborateurs, en général des professionnels et des techniciens, pour l'organisation des services professionnels déterminés et d'assistance technique. Ces organisations sont financées en partie par les organismes internationaux d'aide au sous-développement, et en partie par le secteur privé. Elles sont contrôlées, dirigées et administrées par eux.

Elles peuvent être très bonnes et très efficaces. Mais elles n'intègrent pas les valeurs professionnelles, techniques et culturelles des pauvres, elles ne s'incarnent pas dans les organisations des pauvres comme un ferment dans la masse.

réponse libératrice : pour l'homme

Pour trouver une réponse libératrice, nous devons penser à une réponse pour l'homme et non pour l'homme pauvre. Les réponses pour les pauvres en supposent d'autres pour les riches. Nous ne pouvons pas continuer à dispenser deux messages chrétiens, l'un pour le pauvre réel, l'autre au pauvre en esprit ; mais il nous faut apporter un seul message à l'homme, quelle que soit sa situation économique, sociale, culturelle, dans le monde.

Message de libération qui soit écouté également dans la richesse et dans la pauvreté parce que les deux sont des formes d'aliénation de l'homme. « Désaliénation » personnelle et « désaliénation » sociale. Il faut créer une nouvelle relation entre le développement et le sous-développement, entre riches et pauvres, qui ne soit pas du type de l'assistance ou du service. Cette relation doit être à la base de production, de travail (travail au sens d'entreprise, de gestion, au sens technique), comme moyen d'incorporation et de participation à une société économique.

Il faut inventer le système qui permette de demander aussi aux pauvres

leur contribution irremplaçable au développement du pays. La charité n'aboutit pas à l'organisation de la production. On ne donne au pauvre que la valeur acquisitive de l'argent, pas la valeur productive. L'argent donné au pauvre ne rectifie pas les mauvaises institutions existantes.

—Le concept d'entreprise, à l'intérieur du système capitaliste, n'a pas de force révolutionnaire pour le peuple parce que jamais on ne l'a mis à la portée du peuple. Mais chez les pauvres, qui sont des entrepreneurs nés, spontanés, le concept d'entreprise, et corrélativement ceux de production et de propriété, ont une force révolutionnaire insoupçonnée.

Ce concept d'entreprise a, dans les milieux tenus en marge de la société, un effet extraordinaire d'intégration. Il représente le retour des valeurs qui, pendant nombre d'années, furent soustraites (volées) aux pauvres : personnalité, autorité, direction, exécution, administration, et, par-dessus tout, un motif d'agir.

3. L'ÉVANGÉLISATION DES PAUVRES

Le signe de la venue du Royaume, c'est que la Bonne Nouvelle est annoncée aux pauvres. Qu'annonçons-nous aux pauvres par nos paroles, nos organisations, notre vie ? Qu'ils sont pauvres, que la pauvreté est une béatitude, que ce sont les pauvres qui posséderont le Royaume des cieux, que le Christ fut pauvre et qu'il aime les pauvres... Et, dernièrement, que l'Eglise est l'Eglise des pauvres... Cette bonne nouvelle est une mauvaise nouvelle pour les pauvres. Elle sonne comme une dérision.

Aujourd'hui, on sait que la pauvreté n'est pas inhérente à la nature humaine ; que, techniquement, on peut et on doit la supprimer ; qu'elle est la conséquence d'une profonde injustice humaine : le monde entier a déclaré la guerre à la pauvreté. Et les pauvres pour leur part sont chaque jour plus conscients de ce qu'est la réalité de leur pauvreté.

Or si les chrétiens continuent à dire qu'il faut aimer la pauvreté, c'est qu'ils n'ont pas connu la pauvreté !

l'évangile n'exalte pas la pauvreté

La pauvreté n'est ni le sommet, ni le résumé de l'enseignement du Maître.

Jésus présente la vie chrétienne, non comme la pratique de la pauvreté, mais comme une marche à sa suite : « Viens, suis-moi ! »

Vendre et donner ses biens est un moyen de libération pour Le suivre. Mais Jésus ne dit pas qu'elle est la manière la plus pratique de vendre ses biens ou de les donner aux pauvres. Cela dépend de chaque situation historique. La pauvreté évangélique est un « non » aux richesses telles qu'elles se présentaient avec tous leurs effets dans la situation historique de Jésus ; c'est pourquoi est indispensable une traduction du conseil de pauvreté dans chaque situation économique nouvelle.

La pratique de la pauvreté aujourd'hui doit s'inscrire dans les conditions actuelles et n'être point un retour folklorique au passé. Dans la société économique actuelle, de forme industrielle, l'argent est beaucoup plus le symbole de la capacité de produire que du pouvoir de consommation.

(Dans ce contexte, le témoignage de la pauvreté religieuse a perdu sa clarté et sa force convaincante. Mendier est devenu aberrant et intolérable).

L'Évangile porte en soi une réponse aux besoins de l'homme. Le pauvre est un bienheureux, non parce qu'il est pauvre, mais parce que le Royaume des Cieux sera à lui ; celui qui pleure parce qu'il va être consolé ; celui qui a faim et soif de justice, parce qu'il va être rassasié.

Et d'autre part, Jésus a lié la possession du Royaume à la manière dont nous répondons aux besoins vitaux des hommes : « Venez, les Béni de mon Père, recevez en héritage le Royaume... car — j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger ; — j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire ; — j'étais un étranger et vous m'avez accueilli ».

Ce sens de la pauvreté dans l'Évangile et l'économie des besoins de l'homme, ne sont-ils pas aujourd'hui deux lignes convergentes ?

La pauvreté pensante, en Amérique latine, est une grande force, incompressible, irréversible en son mouvement, et méconnue.

Elle est la force la plus apte à réaliser un changement profond de structures. Il reste à contribuer à lui donner un contenu, un sens social, économique, théologique, révolutionnaire, au moment du grand changement qui est en train de se produire en Amérique latine.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DANS L'IMPASSE

ANTONIO JOSÉ de CERQUEIRA ANTUNES

Le développement en Amérique latine est une des préoccupations les plus captivantes du monde d'aujourd'hui. Les économistes et les sociologues étudient avec précision et esprit scientifique un problème humain vécu intensément par les habitants de cet immense continent.

Par exemple, l'économiste prend le revenu per capita du Pérou et le compare à celui des pays développés ; il considère l'importance de l'industrie manufacturière de ce pays et il la compare à celle d'autres pays aussi avancés ou plus avancés économiquement ; ensuite, il analyse chacun des détails de l'économie péruvienne et il tire ses conclusions avec toute la rigueur de la logique et à la lumière des théories économiques connues.

DOLLARS ET MISÈRE HUMAINE

En déterminant scientifiquement que le revenu per capita du Pérou est très bas et qu'il est inégalement distribué empêchant ainsi un marché volumineux, l'économiste regarde du point de vue strictement technique toute la misère du peuple péruvien.

Derrière le langage scientifique se cache le haut taux d'analphabétisme et de mortalité, la faim chronique, le chômage, les maladies, la criminalité, le désajustement social, enfin, toute la frustration physique et spirituelle d'un peuple. Là aussi se trouve tout le problème de la politique intérieure et extérieure du pays. Pourtant le Pérou est un des pays les plus riches de la côte du Pacifique.

Donc, en lisant cet article très court sur les principaux problèmes économiques de l'Amérique latine, le lecteur ne

ANTONIO JOSÉ de CERQUEIRA ANTUNES : Assistant-Professeur du Cours de planification industrielle de l'Institut Latino-Américain de Planification Economique et Sociale des Nations Unies. Diplômé en Génie Civil. Cours de compétence en matière de développement économique de la Surintendance du Développement du nord-est du Brésil. SUDENE. Cours de compétence en matière de développement économique de l'Institut Latino-Américain de Planification Economique et Sociale des Nations Unies. Expérience de décollage industriel dans la Commission du Développement Economique de l'Etat de Pernambuco — CODEPE — Brésil — de 1961 à 1964.

doit pas oublier que derrière tout ce qui est écrit ici, il y a une réalité sociale qui malheureusement est si dramatique et si effrayante que nous avons honte de la voir souvent soulignée dans la presse mondiale. Mais tôt ou tard, d'une façon ou d'une autre toute cette atrocité fera explosion et toute cette frustration éclatera !

CAFÉ ET SCIE MÉCANIQUE

Quand on dit que l'exportation des produits primaires constitue le moteur de l'économie, on veut dire que ces produits d'exportation constituent une bonne partie du revenu national de chaque pays, et que d'elle dépendent les revenus des services gouvernementaux. De ces exportations dépendent aussi l'importation de biens d'équipement (machinerie, outils) qui constituent le capital sans lequel un pays ne peut pas se développer. La grande majorité de la machinerie pour les entreprises latino-américaines est importée et elle le sera encore longtemps à cause de l'insuffisance de ce type de production dans la région.

Or, il arrive que les exportations ne sont pas suffisantes pour satisfaire les besoins de la croissance économique des pays latino-américains.

Un autre problème est que chaque pays a un ou deux produits importants pour l'exportation. Ainsi il est à la merci des fluctuations de prix du marché international.

VERS L'APPAUVRISSMENT ?

Cependant, le plus grave problème, c'est le manque d'équilibre entre la demande pour les produits primaires (agriculture, mines) et la demande pour les produits manufacturés dans le marché international. La demande pour les produits primaires par les pays industrialisés augmente moins vite que les besoins d'importation en biens d'équipement des pays non-industrialisés de l'Amérique latine.

On sait qu'à mesure que le revenu d'un pays s'accroît, le besoin pour les produits primaires augmente moins vite

que le besoin pour les biens manufacturés. D'autre part le progrès de la technologie a provoqué dans les pays développés une substitution des produits synthétiques aux matières premières naturelles. Ainsi la technique moderne a permis une diminution dans le gaspillage des matières premières.

Quand on regarde la croissance des populations et des revenus per capita de l'Amérique latine d'une part et celle des pays développés avec lesquels elle fait son commerce d'autre part, on se rend compte de la portée des considérations faites plus haut.

Aussi les prix des produits primaires (sucre, crème, café) dans le marché international augmentent moins vite que les prix des produits manufacturés (automobiles). Alors pour importer les mêmes quantités de produits manufacturés, les pays de l'Amérique latine doivent exporter de plus en plus de produits primaires. Mais comme ceci n'est pas possible, ce qui arrive en réalité c'est une diminution relative dans la capacité d'importation.

En d'autres mots, il y a un transfert implicite de revenus des pays latino-américains vers les pays industrialisés.

A) RÉFORME AGRAIRE ET INTÉRÊTS DES POSSÉDANTS

L'agriculture est le secteur le plus important des économies latino-américaines. C'est l'activité qui emploie la plus grande partie de la population et qui contribue le plus au revenu national. Voilà donc un problème qui conditionne le développement de l'Amérique latine et dont la solution est une des plus difficiles. Il suffit de dire que la plupart des projets pour l'amélioration de l'agriculture ne sont jamais mis en pratique à cause des structures sociales et politiques intimement liées aux aspects négatifs de l'économie.

La structure politique de l'Etat est influencée par les structures sociales agraires. Le développement exige des formes profondes qui entrent en conflit avec les intérêts de l'élite sociale prédominante.

technique rudimentaire...

En général, le travail de la terre suit une technique rudimentaire et sa productivité est très basse. L'expansion de l'agriculture et de l'élevage se fait actuellement beaucoup plus par l'occupation de nouvelles terres que par l'amélioration des techniques de production. Une bonne partie de l'activité agricole suit des techniques de l'époque coloniale (XVIIe et XVIIIe siècles) et même des techniques antérieures à la découverte du continent.

Malgré les rendements si bas, l'agriculture arrive à survivre, d'une part à cause de l'auto-consommation (cas typique des petites exploitations agricoles de la région), d'autre part à cause des bas salaires payés aux paysans dans les grandes propriétés.

...et grands propriétaires

Une autre caractéristique du secteur agricole, c'est la disparité dans la distribution du revenu et de la propriété. Une poignée de familles possède la plupart des terres, a un revenu extrêmement haut et en général demeure dans les villes. D'autre part la majorité de la population travaille à salaire pour les grands propriétaires terriens ou bien exploite des toutes petites propriétés à rentabilité économique très basse. Cette majorité de la population parvient à peine à survivre.

Indépendamment des questions morales, cette structure de la propriété est disfonctionnelle pour des raisons économiques.

voies de solution

Les solutions de ces problèmes font souvent partie des programmes de développement adoptés en principe par les pays latino-américains.

a) promouvoir la redistribution du revenu et de la propriété agricole pour permettre une amélioration du niveau de vie des gens de la campagne ;

b) promouvoir une augmentation de la production de biens agricoles et de produits d'élevage en améliorant la technologie et le capital (soit l'équipement et la machinerie) dans la culture des terres et l'élevage.

Ce dernier problème vient du fait qu'en plusieurs pays la croissance économique n'a pas été accompagnée par un accroissement correspondant de la production agricole.

B) L'INDUSTRIE

Quant à l'industrie elle a très peu contribué jusqu'à maintenant au développement de la plupart des pays latino-américains.

Le besoin d'industrialisation est parmi les plus urgents. L'explosion démographique et l'exode des populations rurales vers les villes sont parmi les causes du sérieux chômage qui nous saute aux yeux dans les « *barriadas* » de Lima ou dans les « *favelas* » de Rio.

Il nous faut diversifier la production et cela veut dire qu'il faut commencer le processus d'industrialisation.

Or, les industries de l'Amérique latine ont été entraînées par les autres secteurs de l'économie au lieu de constituer l'élément dynamique du développement comme c'est le cas dans les pays industrialisés.

marché abondant mais...

Le volume des marchés est un facteur limitatif dans la croissance des industries de l'Amérique latine. Malgré les populations nombreuses, le niveau du revenu est bas et sa distribution inégale ; donc le pouvoir d'achat est très bas. En plus, la division des pays en régions isolées empêche un marché volumineux.

L'infrastructure du transport et de l'énergie est un sérieux obstacle à l'industrialisation de plusieurs pays. On peut dire que l'infrastructure de l'Amérique latine fut établie en fonction de ses activités exportatrices (sucre, cuivre, étain) et pourtant elle est inadéquate pour l'industrialisation.

Au moment où l'on met beaucoup l'accent sur les objectifs d'industrialisation, on tend à négliger l'agriculture. Or, ces deux secteurs ne sont pas indépendants et une bonne partie des difficultés du développement industriel vient du fait qu'il ne va pas de pair avec une politique agricole adéquate.

Disparités régionales

La croissance économique des différents pays de l'Amérique latine a plusieurs aspects communs. Cependant il ne faut pas s'arrêter à cette vision d'ensemble. Dans la réalité, chaque pays est une mosaïque de systèmes économiques régionaux. Ceci vaut pour un grand pays comme le Brésil ou un petit pays comme l'Equateur. Il arrive que le développement se concentre en certaines régions seulement, les autres demeurent

au niveau de l'économie traditionnelle et formant des micro-systèmes (9,000,000 d'Indiens dans les Andes) fermés et isolés du restant du pays. Dans ces endroits on trouve une production primaire pour auto-consommation, en marge de l'économie nationale.

Quand il s'agit de régions à population très dense (comme le *Nordeste* brésilien) l'intégration s'impose comme moyen d'améliorer le niveau de vie des populations.

Dans plusieurs cas, les disparités régionales à l'intérieur des pays sous-développés sont aussi graves que les disparités entre ces pays et les pays industrialisés.

Rôle de l'État

Le rôle de l'Etat dans les pays latino-américains n'est pas et n'aurait pas pu être semblable au rôle de l'Etat dans les pays développés.

Ici en A.L., l'économie nécessite une plus grande intervention du gouvernement. Développer veut souvent dire qu'il faut réaliser des investissements qui produisent un effet bénéfique dans l'ensemble de l'économie, mais qui d'autre part, offrent des risques et une rentabilité très basse, ce qui éloigne l'intérêt de l'initiative privée.

Le secteur de la sidérurgie est un cas typique où les gouvernements latino-américains ont dû agir comme entrepreneurs.

Peur du socialisme ?

Le besoin pressant pour le développement économique a éveillé la conscience au fait que l'Etat doit jouer un certain rôle de planification. Les pays d'Amérique latine ont accepté le principe mais il n'est pas souvent mis en application. Cela explique en partie le retard économique de l'Amérique latine.

Rappelons-nous encore que le développement est aussi un problème politique. Or les Etats de l'Amérique latine sont viciés par une structure caduque et par des groupes de décision conservateurs face aux nouveaux besoins du développement.

Aussi, la planification exige une réforme administrative et fiscale. Donc la réforme permettant une économie du développement ne pourra se faire qu'en changeant les structures qui laissent intactes le pouvoir des groupes conservateurs qui influencent les décisions de l'Etat.



L'ÉGLISE SOUS LA DICTATURE

ALMERI BEZZERA

LA MENACE COMMUNISTE

Le coup d'état du 1er avril 1964 fut soigneusement préparé, depuis la prise de pouvoir du Président Jean Goulart (1962), comme l'ont déclaré les militaires eux-mêmes. Les raisons de ces tentatives pour convaincre le peuple et l'opinion publique internationale de la nécessité d'une intervention armée furent la défense du pays contre une révolution communiste imminente, dont la date était déjà fixée, et la réforme morale du régime.

LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE ET LA « RÉVOLUTION »

Une grande campagne de presse et de radio, utilisant les moyens d'action psychologique les plus modernes, fut déclenchée quelques mois avant le coup. Le thème central de cette campagne était l'infiltration communiste, non seulement dans le gouvernement, dans les universités et les syndicats, mais aussi dans l'Eglise. Prêtres et évêques, tout comme les mouvements et les organisations catholiques, étaient accusés, dans la presse, à la radio, à la télévision, dans les tribunes des chambres, dans les fréquentes déclarations militaires, dans les associations patronales, de permettre, faciliter, promouvoir l'infiltration communiste dans le pays. Après le coup militaire, on commença aussitôt les représailles contre les mouvements d'Action catholique, surtout ceux de la jeunesse, contre le Mouvement d'Education de Base, dirigé directement par la Hiérarchie, contre les syndicats ruraux organisés sous l'inspiration de l'Eglise elle-même. Les emprisonnements de prêtres furent nombreux. Plusieurs autres prêtres furent obligés de témoigner devant des commissions mi-

litaires. Certains évêques furent soumis à des examens identiques. Des couvents et des curies furent fouillés par des militaires. Plusieurs militants catholiques furent incarcérés et même torturés.

Ces faits concrets, hostiles et insolites, donnèrent au problème des relations de l'Eglise avec les représentants du coup d'Etat, une résonance particulière, et parurent menacer, pour un moment, la tradition d'excellente compréhension entre l'Eglise et le pouvoir public à laquelle les représentants du gouvernement se réfèrent fréquemment et dont l'épiscopat se glorifie souvent.

ON PROTESTE...

Les tremblements des deux mois qui suivirent la révolution devaient être suivis d'une forme de réconciliation dont la valeur se révèle extrêmement douteuse. Aux actes peu amicaux et souvent agressifs du nouveau gouvernement et des chefs militaires de la soi-disant révolution, les évêques réagirent de diverses façons : intervention auprès des plus hautes autorités, protestation et dénonciation des abus policiers, surtout de ceux dont les victimes avaient été les prêtres et les militants catholiques. Dans un face à face avec les nouvelles autorités, plusieurs dénoncèrent l'intervention militaire elle-même, ou, au moins, l'allure nettement dictatoriale que l'on donnait à la « révolution ».

ON SE RECONCILIE...

La réconciliation fut cependant annoncée par une déclaration officielle des archevêques du Brésil, faite à la fin de mai 1964 et dans laquelle on reconnaît explicitement et loue chaleureusement le courage des forces armées et de leurs chefs qui « au risque de leur vie, ont sauvé le pays d'une révolution communiste ».

A ce moment-là, le gouvernement avait déjà pratiquement terminé son action policière contre les prêtres et les

organisations catholiques. Rien ne l'empêchait, par conséquent, de recevoir à bras ouverts les représentants de l'épiscopat et de leur garantir que la tradition d'excellentes relations entre l'Eglise et l'Etat serait respectée.

... MALGRÉ LA PERSÉCUTION

Cependant, l'emprisonnement de nombreux prêtres, d'innombrables dirigeants et militants de l'Action catholique, la persécution des dirigeants syndicaux, des intellectuels, des étudiants et des politiciens chrétiens, formés, pour la plupart, dans les cadres de l'Action catholique, fut dès le 1er avril et continue d'être, jusqu'à aujourd'hui, une manifestation d'une politique extrêmement réactionnaire, indivisiblement liée à l'intégrisme le plus violent.

Ce qui, au Brésil, exaspère les milieux catholiques traditionnels, qui se confondent avec la bourgeoisie, c'est justement l'apparition de ce que nous appellerons la « jeune Eglise » du Brésil, qui s'efforce de se constituer, qui s'affirme dans la mesure même où elle met en question ou fait exploser certains schèmes et certaines « valeurs » traditionnelles du catholicisme.

C'est dans cette perspective que le coup d'Etat du 1er avril, qui a littéralement armé le bras de l'intégrisme, constitue le défi le plus sérieux jamais lancé à l'Eglise du Brésil, menaçant ce qu'elle a de plus dynamique et de plus expressif.

ÉGLISE DES NANTIS

Au Brésil, l'Eglise est fréquemment accusée d'être toujours très compromise avec la bourgeoisie ou plus explicitement, avec les classes dominantes. Quand les luttes sociales s'expriment clairement en termes de lutte entre le peuple (la masse des paysans et des ouvriers, des pauvres, des affamés, des chômeurs, des analphabètes...) et les classes traditionnellement dominantes,

ALMERI BEZZERA : Prêtre, thèse de sociologie à la Sorbonne. Actuellement aumônier d'action catholique universitaire, professeur à l'université de Recife, Brésil.

LA DICTATURE AU BRÉSIL

Le premier avril 1964, un coup d'Etat renversa le gouvernement constitutionnel du Brésil (80 millions d'habitants). Après avoir cassé un grand nombre de mandats de Députés, au nom des « prérogatives constitutionnelles » attribuées au Commandant militaire lui-même, un maréchal de l'Armée se fit élire Président de la République par un Congrès épuré précisément à cet effet. Par le moyen d'« actes institutionnels », les militaires s'assurent peu à peu un pouvoir sans limites légales. Le Président Castelo Branco, par un de ces actes, proroge son propre mandat, dissout les partis politiques, met fin aux élections directes. La presse libérale de Rio et de Sao Paulo — les seules villes où elle peut subsister tout en critiquant le gouvernement — a constamment dénoncé l'arbitraire du gouvernement militaire, le terrorisme culturel instauré dans tout le pays, les tortures infligées aux nombreux prisonniers politiques. Cette liberté sous condition concédée à quelques journaux traditionnellement de droite, bien que libéraux, a évidemment une fonction de propagande : le gouvernement a besoin de « démontrer » au monde extérieur que les Chambres fonctionnent, que la liberté de presse existe, que la démocratie est garantie au Brésil.

Un des aspects les plus significatifs de ce nouvel ordre installé dans le pays par la force des armes c'est que, alors qu'il se prétend le « sauveur des valeurs chrétiennes et démocratiques du peuple brésilien » et défenseur de l'Eglise, il a créé, en fait, et cela dès les premiers jours, des tensions graves avec les représentants de l'Eglise, avec un grand nombre de groupes et d'organisations religieuses, tensions qui expliquent qu'on ait pu parler, tant au pays qu'à l'étranger, d'une persécution religieuse au Brésil.

ALMERI BEZZERA

les positions officielles de l'Eglise sont généralement dénoncées comme étant pour le moins ambiguës.

Par ailleurs, pour « le meilleur ou pour le pire », la bourgeoisie a toujours cherché dans l'Eglise — i. e. dans la hiérarchie et le clergé — une alliée. Et on a cru non sans des raisons bien fondées que l'Eglise était liée à la bourgeoisie. En effet, la masse des pratiquants est formée surtout de bourgeois, notamment dans les milieux urbains. L'érection des nouveaux diocèses — pour laquelle on exige avant tout la constitution d'un patrimoine qui, en principe, puisse garantir le fonctionnement de la Curie et le soutien matériel de l'évêque — dépend des dons des « possédants ».

Les œuvres d'assistance, diocésaines ou paroissiales, s'alimentent principalement dans les coffres des riches ; la vie matérielle de beaucoup d'Ordres dédiés à l'enseignement dépend directement ou indirectement de la bourgeoisie qui leur confie (et qui les paie bien !) l'éducation de ses enfants. Le prestige social des évêques, du clergé, des religieux — et tout cela compte énormément au Brésil, où, par exemple, le maintien du port de la soutane et de l'habit religieux s'explique surtout par la considération sociale que confèrent ces habits — est, de façon spéciale, un tribut des classes dominantes.

DÉFENDRE L'ORDRE ÉTABLI !

Dans ces circonstances, il serait étonnant que l'Eglise ne sente pas la tentation de confondre sa mission propre avec celle que la bourgeoisie veut lui attribuer : défendre l'ordre établi, justifier les différences sociales, condamner tout mouvement qui vienne menacer sérieusement les privilèges acquis.

Il serait injuste d'admettre que l'Eglise du Brésil se voit, toujours et sur toute la ligne, soumise à ces exigences. De toute façon, ce qui frappe le plus celui qui observe l'Eglise du Brésil de ces dernières années, c'est plutôt les tentatives faites pour nier cette collusion avec la bourgeoisie et pour affirmer une liberté plus grande et plus évidente envers les détenteurs de la richesse et, conséquemment, du pouvoir. Certaines déclarations officielles de la CNBB (Conférence nationale des évêques du Brésil) appuyant les réformes sociales sollicitées surtout par des organisations syndicales, ouvrières et paysannes ; l'engagement de plusieurs évêques dans les récentes campagnes d'alphabetisation des adultes et d'orga-

nisation des populations rurales, tout cela ne fut pas toujours inspiré par la simple crainte du communisme ou par pure concession à la démagogie.

« VIVRE, C'EST LUTTER »

Avant le 1er avril, M. Carlos Lacerda (Gouverneur de l'Etat de Guanabara et l'un des futurs leaders civils de la « contre-révolution ») irrité, invitait les évêques à prier et à se recueillir au lieu de faire des déclarations en faveur des réformes qui étaient surtout réclamées par les syndicats et par les étudiants. L'abécédaire du MEB (Mouvement pour l'éducation de base organisé par l'épiscopat et jouissant de beaucoup d'influence, surtout dans le *Nordeste*) fut saisi à Rio de Janeiro comme subversif et inspirateur de la lutte des classes. Bien qu'approuvé, après discussion, par une commission d'évêques, l'abécédaire provoqua la colère de la bourgeoisie.

Et le Secrétariat de la Conférence des Religieux du Brésil n'épargna même pas le titre du manuel d'alphabetisation : « Vivre, c'est lutter », titre que les auteurs avaient pourtant trouvé dans le livre de *Job*. En effet, le jour où les paysans (« ignorants, pauvres et sans aucune formation religieuse... ») se rendront compte que vivre c'est lutter et non démissionner ou céder, comme le voudraient les propriétaires fonciers, ceux qui ont besoin de la passivité absolue des pauvres pour garder leurs privilèges auront de multiples raisons de réagir. Ce qui ne serait cependant pas le cas de la Conférence des Religieux du Brésil...

LES GRANDES DAMES

Une représentation de dames de la haute bourgeoisie de Rio de Janeiro alla jusqu'à demander à la Nonciature la « dégradation » d'un illustre jeune archevêque du *Nordeste*, ou, pour le moins, son internement dans les lointaines régions de l'Amazone. Un des plus riches journaux du Brésil (dont le directeur alla demander aux Etats-Unis l'intervention nord-américaine au Brésil) commença à Sao Paulo le procès du Cardinal-Archevêque de cette ville, tandis que la chaîne de journaux de M. Assis Chateaubriand attaquait les évêques et les prêtres, surtout ceux du *Nordeste*, qui auraient été vendus au communisme. A Salvador, dans l'Etat de Bahia, un moine bénédictin fut séquestré par des militaires qui le soumettent à un interrogatoire illégal et insultant.

LE COUP DU 1er AVRIL

Tout cela se passa avant le 1er avril. Ce que ce comportement de la bourgeoisie indiquait déjà avec suffisamment de clarté et de décision, c'est que la bourgeoisie n'était pas disposée à permettre que sa domination, fondée sur le partage des richesses, vienne à être modifiée par des réformes économiques, sociales et administratives du genre de celles que les évêques eux-mêmes demandaient. Et, afin d'éloigner tout doute, on fit le coup du 1er avril. Celui-ci fut décidément, entre autres choses, un coup porté à la velléité de plusieurs, surtout à la velléité de plusieurs évêques, prêtres et laïcs qui avaient cru en une « révolution brésilienne » qui serait faite « démocratiquement » et légalement. Ce fut aussi un coup porté à l'ambiguïté de bien d'autres qui avaient signé des documents ou fait des déclarations beaucoup plus avancées que ne l'étaient leurs convictions.

La bourgeoisie avait raison. Les intégristes avaient trop raison. La manière de voir et de juger les problèmes sociaux, politiques et économiques du pays, les distinguait et les opposait de façon de plus en plus radicale au nouveau type de chrétien qui tentait de leur faire face. Parmi les chrétiens qui n'étaient ni des représentants des intérêts de la bourgeoisie ni des intégristes rigoureux, il existait des oppositions qui prenaient parfois la forme de manifestations violentes et surtout des divergences profondes dans l'appréciation et le jugement de la réalité brésilienne.

LA JEUNE ÉGLISE PREND RACINE

Malgré toutes ces difficultés, on pouvait avoir l'impression, jusqu'au 1er avril 1964, qu'une « jeune Eglise » était en train de s'édifier au Brésil. Il y avait un souffle de rénovation qui se manifestait de différentes façons. Un nouveau type de chrétien — sorti surtout de « l'Action catholique » faisait irruption dans la vie politique du pays ou commençait à s'affirmer dans les milieux administratifs et universitaires. Plusieurs évêques trouvaient dans des groupes de laïcs des conseillers qui contribuaient à changer le style des interventions épiscopales. L'expérience du Mouvement d'éducation de base — engagé dans un vaste mouvement d'éveil des masses rurales — se concrétisait dans la contribution donnée par des militants chrétiens aux organisations rurales récemment mises sur pied. Des expériences plus

Si l'avènement de la République, en 1889, marque, avec la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la fin d'une « protection qui nous étouffait », il reste que les premières décades de la vie républicaine reflètent encore profondément la situation de l'Eglise sous l'Empire, situation qui était peu différente, d'ailleurs, de celle qui existait au temps où le Brésil était une colonie. Alcén de Amoro Lima parle ainsi de son temps d'étudiant : « Le vide religieux des jeunes générations, au crépuscule de l'Empire et à l'aurore de la République, et l'incompatibilité avouée entre culture et religion, ont atteint ma génération. Durant les cinq années (1909-1913) de mon séjour à la Faculté des Sciences Juridiques et Sociales

osées de collaboration entre personnes et groupes d'idéologies différentes, dans des tâches concrètes d'intérêt commun, semblaient préparer la coexistence pacifique dans une Cité toujours plus pluraliste.

LES DEUX ÉGLISES

On a parlé, au Brésil, de l'existence de deux Eglises : une Eglise *triomphante* et une Eglise *souffrante*. Cette dernière, éprouvée par toutes sortes de persécutions et de pressions, venues très souvent « des frères dans la foi », semble être en condition de résister, malgré les défections, les impatiences et le désespoir auxquels beaucoup sont amenés par ce qui leur semble être le scandale majeur : l'indécision et l'ambiguïté des hommes d'Eglise quand il s'agit de choisir entre le témoignage évangélique en faveur des pauvres, des victimes de l'injustice et de la persécution, et les intérêts obscurs d'une politique ecclésiastique.

Cependant il y a encore des signes — et ils sont évidents à ceux qui prennent contact aujourd'hui avec le catholicisme brésilien — qui permettent de croire que la « jeune Eglise » du Brésil sera capable de relever le défi qui lui est imposé et de justifier les plus grandes espérances. ◀

LA JEUNE

de Rio de Janeiro (son nom était supérieur à sa valeur culturelle), s'il y avait des étudiants catholiques, ils pratiquaient leur religion en cachette pour n'être pas qualifiés de bigots... Et s'ils pratiquaient c'était davantage par tradition familiale que par conviction personnelle. Sauf exceptions, qui se compteraient sur les doigts et dont je n'aurai eu connaissance que vaguement ».

Intellectuels...

Cependant c'est justement dans les milieux intellectuels que commence la rénovation marquée en premier lieu par un effort de réconciliation entre l'intelligence brésilienne et la foi catholique. Les grandes conversions sont de cette époque, et elles préparent immédiatement les mouvements qui vont entreprendre, sur des bases beaucoup plus larges, une réconciliation des différents milieux sociaux avec l'Eglise, une rechristianisation de ces milieux. Les noms des précurseurs sont Carlos de Laet, Julio Maria, Jackson de Figueredo, Leonel Franca, D. Sébastien Leme. Le centre D. Vital et la revue « A ordem » (L'ordre) se chargèrent de diffuser et de discuter les idées et de proposer les exemples des grands convertis, surtout français, de la première moitié du siècle. Quelques monastères bénédictins furent les initiateurs d'un mouvement de renouveau liturgique qui ne fut pas sans mérites.

...Action catholique

Mais, en fait, il était réservé à l'Action catholique d'assurer le leadership de ce renouveau intérieur de l'Eglise du Brésil. Organisée au début selon le modèle italien, l'Action catholique se transforme, après quelques années, sous l'influence de la réalité et de l'Action catholique française. Elle passe de l'Action catholique générale à une Action catholique spécialisée, adaptée aux différents milieux sociaux.

ÉGLISE

Il serait injuste de ne pas reconnaître l'importance qu'eurent, au début, la JOC, et plus récemment, la JUC (Jeunesse universitaire catholique), laquelle est peut-être la forme la plus originale d'Action catholique qui fut jamais expérimentée au Brésil et qui fut capable de mettre en question non seulement les méthodes habituelles mais aussi la théologie traditionnelle de l'Action catholique. Si les nouveaux problèmes soulevés par ce que les militants sentent comme étant une exigence de leur engagement même et par la nature d'un apostolat qui, dans les conditions concrètes de temps et de lieu, se veut efficace, si ces problèmes n'ont pas encore reçu une réforme théorique satisfaisante c'est que, au Brésil, nous manquons des théologiens dont nous avons tant besoin.

Ecole de formation

Malgré ces limites et bien d'autres encore, l'Action catholique brésilienne fut jusqu'à maintenant la meilleure école de formation de militants laïcs et un des facteurs fondamentaux du renouveau qu'on peut constater dans l'Eglise du Brésil. En suscitant des problèmes, plus par des attitudes concrètes que par des formulations théoriques ; en mettant en question, parfois de façon percutante, beaucoup de positions reçues et traditionnellement établies — depuis le style de vie sacerdotale et de formation reçue dans les séminaires jusqu'aux formes de relation entre la hiérarchie et les simples fidèles ; en participant à titre de conseiller aux décisions et orientations de la Conférence Nationale des Evêques ; en animant, et même parfois en assumant, de nouvelles expériences d'action pastorale et de vie liturgique, l'Action catholique brésilienne — surtout grâce à ses mouvements de jeunesse — a donné forme à ce que nous appelons la « jeune Eglise » du Brésil, qui est, dans ce pays, la meilleure espérance de l'Eglise.

ALMERI BEZZERA

INUTILE LIBERTÉ

ANTONIO CALLADO

Nous, Brésiliens, nous comportons envers la liberté comme un avare envers son or. Nous n'utilisons pas, nous n'investissons pas la liberté. Elle reste dans le matelas, en menue monnaie, et rien ne nous fera ouvrir le matelas. Il en fut ainsi au temps de Vargas, il en est ainsi dans la période actuelle de Castelo Branco. Ni Vargas ni Castelo Branco ne sont des dictateurs du type effronté et courageux qui déclarent la liberté abolie. Brésiliens, et connaissant les Brésiliens, ils savent que s'ils couvrent leur dictature d'une certaine respectabilité et d'une certaine légalité, ce pays supportera tout. Les dictateurs nous disent qu'ils vont opprimer seulement un peu, pour corriger les petits défauts de la démocratie et que, aussitôt après, ils se retireront dans l'obscurité de la vie privée.

CONSENTEMENT À L'OPPRESSION

Le peuple brésilien aura peut-être donné foi aux paroles astucieuses de Vargas, mais il ne pouvait donner foi à celles de Castelo Branco. Que diable ! l'histoire ne se répète pas ainsi en si peu de temps. Mais la vérité est que, comme au temps de Vargas, nous faisons semblant de donner foi à Castelo Branco. Les Brésiliens se sont fait des clins d'œil entre eux et se sont assis sur le trésor. Et, les deux fois, le même curieux phénomène s'est produit, celui d'une dictature exercée sur des hommes libres. Si libres (disait Vargas, comme le dit Castelo Branco) que les

Brésiliens ne luttent pas, ne protestent même pas et ne manifestent même pas leur opposition. Comment parler d'oppression si c'est une oppression à laquelle tous consentent ?

Cependant, ce qui est arrivé, au temps de Vargas comme maintenant, c'est que seuls quelques-uns ont perdu leur liberté, l'ont dépensée. Et comme les autres ne mirent pas la leur en circulation, la liberté est disparue du marché. *Mais elle est restée intacte dans la maison de tout le monde.*

PEUR DE LA LIBERTÉ

Le jour où les Brésiliens comprendront que la liberté est faite pour être utilisée, dépensée, monnayée tous les jours, pour circuler dans tout le pays, ils auront commencé la période proprement historique du Brésil. *Pas un Brésilien, pas un seul, n'est mort des conséquences du coup d'Etat militaire du 1er avril 1964.* Ceux qui se trouvent encore emprisonnés à cause de la « révolution » appartiennent tous à cette couche de la population qu'on appelle au Brésil « le petit peuple » et qui n'intéresse à peu près personne. Les autres sont en liberté, sans protester contre quoi que ce soit, ou, dans la meilleure des hypothèses, criant tout bas. La seule chose que le dictateur exige c'est que les Brésiliens ne rétablissent pas la libre circulation de la liberté. Qu'ils la gardent dans leurs matelas. Et c'est cela que les Brésiliens font.

ÉCRIRE ET CHANTER LA LIBERTÉ

En cette seconde période dictatoriale que traverse le Brésil, il s'est produit

ANTONIO CALLADO : Journaliste, homme de théâtre et romancier brésilien, originaire du Nordeste, réside à Rio de Janeiro.

un fait nouveau, passablement révélateur. Il est sorti d'innombrables livres faisant une analyse crue du mouvement militaire de 1964. Sur la période de Vargas, nous avons des livres de mémoires, écrits par des coryphées ou par des victimes du mouvement. Parmi ces derniers, les *Mémoires de Prison* de Braciliano Ramos occupent une place à part. Mais sur le coup d'avril 1964, ce qu'il y eut c'est une abondance de livres colériques, écrits par des journalistes et écrivains non suspects, éloignés du mouvement. Ce furent des livres dictés par une authentique indignation, tel *l'Acte et le Fait* de Carlos Heitor Cony, *la Bataille de l'Amérique latine et Brésil dans le miroir du monde* de Otto Maria Carpeaux, *le Coup d'avril* de Edmundo Moniz, *La Vieille classe* de Marcio Moreira Alves, *Pour l'humanisme menacé* de Alceu Amoroso Lima, et plusieurs autres.

Au théâtre aussi le reflet du coup d'avril fut viril et nouveau, entièrement nouveau. Des pièces comme *Liberté, Liberté* de Flavio Rangel et Milor Fernandes, *Si vous courez l'insecte s'a-grippe, Si vous restez l'insecte mange* de Ferreira Gular et Oduvaldo Viana Filho, sont (surtout la première) des cris de protestation et un défi à la censure et au gouvernement. Liée à ces spectacles théâtraux et en dehors de leur cadre, la musique populaire brésilienne a également réagi au coup d'avril. Il y a peu de temps on menaçait d'emprisonnement la principale interprète de la nouvelle samba « révoltée » du Brésil, Nara Leas.

LE GOUVERNEMENT AUTORISE LA SAMBA !

Néanmoins les intellectuels qui protestent et qui, jusqu'à un certain point, ont couru un risque, ont déjà compris que le gouvernement permet qu'ils publient des livres parce que cinquante pour cent des Brésiliens sont analphabètes et parce que, en fin de compte, personne n'a jamais ramené une dictature avec des chroniques et des sambas. Les intellectuels ont compris ce que, sans parler, leur dit le gouvernement : restez-en aux attaques écrites et chantées, sans vous lancer dans l'action révolutionnaire, et le gouvernement vous laissera en liberté.

C'est ainsi que nous tous, Brésiliens, sommes assis sur le trésor de notre inutile liberté. ◀

À MERCREDI ISABELLE !

Après le coup d'Etat de 1964, Francisco Juliao se cacha d'abord dans un village, se faisant passer pour un paysan. C'est là qu'il apprit que sa femme venait d'accoucher d'une petite fille, Isabelle.

Avant d'avoir pu voir le bébé, Francisco fut arrêté et mis au secret. Mais la prison des hommes n'est jamais totale. Un des soldats chargés de surveiller le prisonnier avait travaillé autrefois sur la ferme de son père. Il s'arrangea pour lui faire passer chaque jour quelques feuilles de papier. C'est ainsi que l'ancien leader des Ligues paysannes écrivit Ate quarta, Isabela ! (A mercredi, Isabelle !) qui fut ensuite publié par une maison d'édition de Rio. Nous sommes heureux de donner ci-dessous quelques extraits de ce petit livre.

« Je ne vous hais point, mais je hais les institutions iniques que vous défendez. Même si parmi vous d'aucuns ne la comprennent pas ou voudraient l'ignorer, la Révolution existe en tant que processus dialectique de perfectionnement des sociétés et des institutions. Siècle après siècle, décennie après décennie, l'homme perd de sa barbarie et devient plus solidaire. C'est la révolution qui accomplit cette œuvre. Aussi est-elle autour de nous et en nous. La

Révolution rappelle ces fruits qui éclatent une fois mûrs et répandent leurs semences sur la terre. Son visage a une beauté et un attrait irrésistibles. Tout le monde veut le contempler, quitte à risquer la prison et la mort. La Révolution est inévitable et nécessaire comme la naissance d'un enfant, parce que, comme l'enfant, c'est la vie qui se révèle, c'est l'humanité qui chemine... »

...« Il y a une seule chose, Isabelle, qu'on n'avait pu me retirer, pour m'autoriser à te tenir dans mes bras : ma fierté de révolutionnaire, parce qu'elle préexiste et subsiste en chacun de nous ; c'est un héritage sacré que nous recevons de l'humanité et que nous devons transmettre, intact, à l'humanité. C'est l'idéal, c'est l'aspiration suprême ; appelez cela comme vous voudrez ; pour les uns, c'est la foi, pour d'autres, la raison ou la liberté, ou encore la charité ou l'amour. Me dépouiller d'un tel patrimoine, ce serait me dépouiller de moi-même et également de toi ; ce serait renier l'azur de tes yeux, la blancheur de ton teint, toute ta pureté ».

(Traduit de *Ate quarta, Isabela !* Editora Sivilização, Rio de Janeiro)

LA VIE POLITIQUE

L'administration publique est pléthorique. Voici peu, l'Argentine avec 20 millions d'habitants, supportait 1,3 millions de fonctionnaires. Au Brésil, l'Etat de Guanabara avec une population dépassant de peu celles de l'ensemble de Rio de Janeiro possédait plus de fonctionnaires que l'Etat de New York.

Le prestige du papier officiel, de la frappe impeccable, des cachets multiples et des signatures hidalguesques est la plaie des administrations civiles et des curies ecclésiastiques. Cela a dû inspirer le proverbe brésilien « Notre pays se développe pendant la nuit, lorsque les politiciens dorment ».

L'ÉGLISE AU DÉFI

SEGUNDO GALILEA

Je ne m'étendrai pas sur les lieux communs du *changement social* en Amérique latine : c'est un phénomène qui, depuis un certain temps, est abondamment analysé de tous côtés. Je préfère pour ma part parler de *changement historique* : les changements dont nous sommes témoins en Amérique latine débordent, à mon avis, le simple niveau social et forment une constellation très imbriquée d'implications psychologiques, politiques, culturelles et, bien sûr, religieuses et pastorales. Ces deux dernières implications constitueront l'objet de notre propos.

LABORATOIRE D'EXPÉRIMENTATION

Disons toutefois que, face à tous ces changements, l'Eglise est bouleversée dans sa conception même de l'apostolat et, du moins en certains endroits, son action pastorale apparaît comme une sorte de « laboratoire d'expérimentation ». Il faut voir dans la vitesse foudroyante avec laquelle se sont produits ces changements la cause principale de cet état de crise.

En Europe occidentale et en Amérique du Nord, le changement historique caractérisé par l'urbanisation s'est étalé sur une période d'évolution de plusieurs générations. Ce rythme a permis une réadaptation, une réflexion et une recherche progressive d'équilibre. Du point de vue chrétien en outre, ces changements ont été aussitôt suivis par une réflexion philosophique et théologique qu'ils provoquaient. Quoique pas toujours très « engagée » vis-à-vis de la pastorale et surtout des structures de l'Eglise, cette pensée a toutefois permis les temps d'arrêt et de reprise nécessaires pour écarter certaines tentations et certains dangers inhérents aux « états d'émergence » permanents.

SEGUNDO GALILEA : Prêtre, institut de recherches pastorales, Cuernavaca, Mexique ; nommé en 1964, par CELAM (conférence des évêques de l'Amérique latine) directeur de l'institut latino-américain de pastorale. Chargé de l'aggiornamento pastoral des prêtres, religieux, laïcs dans les diverses régions et pays du continent.

EN VINGT ANS...

En Amérique latine au contraire, l'actuel changement historique va se produire entre deux générations : et plus qu'une évolution, ce sera une révolution ! Ce que l'Amérique du Nord a mis cent ans à faire, l'Amérique du Sud l'aura réalisé, bien ou mal, en vingt ans.

Aussi, et cela même avec les lumières nouvelles de Vatican II, les chrétiens et les hommes d'Eglise latino-américains, se sont-ils retrouvés sans préparation doctrinale, sans structures et sans perspectives historiques adéquates. Quant à la théologie, scolastique et aliénée de la réalité, handicapée par une carence tragique de penseurs créateurs, elle n'a pas su interpréter le moment historique et les idéologies qui animent la révolution. La pensée chrétienne et pastorale, prise à la remorque d'une évolution qu'elle n'a pas su pressentir, se trouve maintenant aux prises avec des changements réalisés sans elle.

DÉSARROI PASTORAL

La tentation majeure alors sera d'envisager l'évolution de l'Eglise et de son action pastorale simplement comme un nécessaire renouvellement de ses méthodes d'organisation et de ses structures administratives alors qu'en fait, *ses impératifs se situent au niveau de sa pensée théologique et de la problématique posée par la construction d'une communauté évangélique*. Bref, la pensée chrétienne latino-américaine a sérieusement manqué d'une problématique dialogante avec le devenir historique.

Une seconde cause du désarroi pastoral auquel l'Eglise latino-américaine doit actuellement faire face, c'est la dichotomie totale de la société dans laquelle se produit le changement historique dont nous venons de parler. Cette absence d'intégration de la société d'ici constitue l'un des paradoxes constants de notre continent. Si d'une part, depuis la Conquête, le métissage des races espagnole et indienne a réussi à produire un

vrai type anthropologique latino-américain, d'autre part le déséquilibre culturel et social a continué de s'accroître entre divers groupes.

ÉLITE — MASSE

En réalité, le métissage a contribué à maintenir la dichotomie « élite-masse » depuis le XVI^e siècle. Dichotomie qui séparait d'abord la société en « européen-indien », puis en « espagnol-créole » pour enfin en arriver à la société actuelle : une aristocratie sociale de 20% qui possède la culture et une classe travailleuse et paysanne de 80% à peine alphabétisée.

Il y a donc deux Amériques latines. Et c'est un fait qui échappe trop souvent

RACES ET LANGUES INDIENNES

. 60% des Péruviens parlent le quetchua et non l'espagnol.

.. L'aymara et le quetchua sont les seules langues parlées de 50% à 60% des habitants de Bolivie.

... En Equateur, au Mexique et au Paraguay le guarani est langue officielle au même titre que l'espagnol.

Les races indiennes que l'on croyait condamnées, il y a un siècle, à l'extinction par la faim, le froid et les maladies, sont aujourd'hui celles dont les populations s'accroissent le plus rapidement et dominent déjà au Pérou, en Equateur, en Bolivie, au Guatemala, au Paraguay, au Honduras, etc.

Ce renouveau numérique de « l'indianité » entraîne un renouveau nationaliste, un vif désir chez les métis instruits de renouer avec leur lointain passé pré-colombien pour y ressusciter ses formes architecturales, sa peinture, sa pensée et ses formes de vie.

au visiteur pressé qui doit parcourir les endroits les plus importants et limiter ses contacts aux gens-clés !

Premièrement une Amérique latine de l'élite : une élite très cultivée, dans le meilleur sens occidental du terme, urbanisée, technicisée, intellectualisée, avec tout ce que cela comporte de tendances conséquentes à la désacralisation, à la démythologisation et à la perte du sens religieux. C'est cette élite qui pense et met en branle les idéologies et les mouvements historiques qui secouent actuellement le continent.

Deuxièmement, une Amérique latine des masses populaires, celle-là très rurale de mentalité, représentante de sous-cultures peu développées, encore peu consciente et peu personnelle, agissant selon une psychologie spontanée, massive, sentimentale et encore très sensible aux valeurs sacrées et religieuses.

C'est donc cette dichotomie qui est aujourd'hui la cause de la révolution historique à laquelle nous assistons : c'est l'Amérique latine pauvre qui acquiert subitement conscience d'elle-même, qui se personnalise et qui accède à la culture urbaine et technique.

Mais, et c'est ce qui nous intéresse principalement dans le cadre de cet article, cette dichotomie sociale et culturelle se retrouve également au plan religieux et donne lieu, en Amérique latine, à deux types de catholicisme très caractérisés et très représentatifs : un catholicisme d'élite et un catholicisme de masses.

COPIE CARBONE DE L'EUROPE

Le catholicisme d'élite est directement tributaire du catholicisme européen. L'essentiel de son ressourcement doctrinal et de sa problématique pastorale est nettement européen. Il est à l'aise dans le renouveau liturgique, théologique, catéchétique et ecclésial. A l'aise également avec la spiritualité, la pastorale et les derniers raffinements de l'expression liturgique récente, il se situe franchement dans le mouvement de Vatican II. Ses animateurs possèdent une formation et une foi personnelles et très conscientes d'elles-mêmes. Ils forment la base de cadres apostoliques et militants d'un grand dynamisme et sont capables d'arriver à Dieu à travers le profane et les valeurs humaines. En un mot, ils appartiennent bien à cette mentalité « urbanisée » susceptible d'être évangélisée à partir des valeurs humaines et de ses aspirations.

RELIGION PRIMITIVE ?

Le catholicisme des masses populaires, au contraire, est très attaché à une religiosité chrétienne dans ce qu'elle a de commun avec les « religions naturelles ». Dans ce sens très précis, le peuple latino-américain, avec tout son héritage ibérique et indien, est un peuple très religieux. Cette religiosité est en réalité très difficile à juger : comment dans toutes ses manifestations, départager les éléments de vraie foi chrétienne de ceux qui relèvent d'un primitivisme religieux naturel, primitivisme qui risque à tous moments de s'approprier des éléments du rite chrétien pour satisfaire ses aspirations naturelles ?

Le catholicisme des masses populaires reste donc incapable d'accéder à la doctrine, à l'approche pastorale et à la sensibilité du catholicisme d'élite. Les réformes de Vatican II demeurent pour lui extérieures et étrangères, son mouvement liturgique s'avérant incapable d'exprimer sa sensibilité et ses signes religieux-chrétiens.

Le ritualisme serait la caractéristique de ce catholicisme de masses. Un ritualisme par lequel on veut se sécuriser contre ses besoins et ses limitations biologiques, temporels et psychologiques. Car le ritualisme représente surtout la démarche religieuse de l'homme qui veut plus ou moins « posséder » Dieu pour s'approprier ses pouvoirs, démarche aliénante s'il en est pour une foi qui se voudrait personnelle et engagée. Au moins en dehors des grandes villes, ce catholicisme reste encore susceptible d'évangélisation et de développement à partir des valeurs que recèlent ses pré-compréhensions religieuses.

En résumé donc, le changement historique en Amérique latine bouscule une élite dans sa foi et une masse dans sa religiosité : une élite sensible aux significations évangéliques des valeurs humaines et une masse encore sensible aux rites et aux valeurs religieuses et sacralisantes. Voyons maintenant devant quels dilemmes et quels problèmes pastoraux cette situation de dichotomie va nous placer.

DEUX PASTORALES ?

Et tout d'abord, faut-il accepter comme allant de soi cette dichotomie, d'une part en maintenant les masses dans la religiosité et d'autre part en continuant d'éduquer la foi de l'élite ?

Cette première option du moins a souvent marqué la pastorale traditionnelle en Amérique latine, surtout dans les régions les plus métissées, et donc les plus ritualisées. On y a instauré une pastorale très rituelle, dévote et sentimentale, qui n'éduque aucunement à la véritable vie de foi, mais qui attire les foules dans les sanctuaires et dans certaines églises, donnant ainsi l'impression aux pasteurs et à bien des évêques que le peuple reste fidèlement catholique.

Mais exprimée de cette façon, la question est mal posée. Car en réalité, il ne s'agit pas de deux pastorales incompatibles : une pastorale de religiosité et une pastorale de la foi. Bien au contraire, il s'agit d'une seule et même pastorale, celle de la vraie foi, mais utilisant deux pédagogies différentes, la seconde s'employant à faire passer les masses de la religiosité à la foi et du ritualisme à l'évangile.

Cette énorme population qui végète actuellement dans une sorte de « religiosité catholique » risque d'ailleurs de perpétuer à l'état pur cette sorte de christianisme et de continuer la dégradation de sa foi par manque d'assistance pastorale, par manque de prêtres.

En Amérique latine en effet, il est tout à fait illusoire d'espérer atteindre un jour la « moyenne pastorale » d'un prêtre par mille fidèles, selon le critère européen idéal ! L'explosion démographique et les implications du changement historique rendent ici ce critère idéal tout à fait utopique. Il faudra donc à l'avenir se tourner vers des solutions pastorales qui ne reposeront plus à la base sur le clergé, mais qui comporteront la décentralisation de l'Eglise. Nous reviendrons plus loin sur cette idée.

ÉVALUER LE PRÉSENT . . .

Donc, pour tout pasteur latino-américain d'aujourd'hui, un premier devoir s'impose : étudier, évaluer, critiquer, trouver (ou retrouver) les racines valables de la religiosité populaire. Dans ce domaine, en effet, nous en sommes réduits jusqu'à présent à la subjectivité et à l'intuition. Pasteurs autochtones ou étrangers, les uns comme les autres portent actuellement sur les mêmes manifestations religieuses des jugements aussi catégoriques qu'opposés, manifestations qu'ils qualifieront tour à tour de : « supertitieuses », « syncrétistes », « purement sentimentales » voire « dangereuses », ou alors « d'expressions émouvantes de foi chrétienne ! »

En fait, la réalité est complexe, paradoxale et ne se laisse enfermer dans aucune de ces formules. Il s'agit donc de retrouver, dans une même expression populaire, ce qui relevait d'une foi authentique à ses débuts mais aujourd'hui dégradée dans la religiosité, afin de distinguer et d'écarter cet élément valable de tous les autres définitivement irrécupérables dans leur état actuel, parce que superstitieux ou carrément païens. Enfin alléger le ritualisme d'éléments qu'il faudra laisser tomber et soigneusement choisir les rites valables qu'il faudra purifier et évangéliser.

... PRÉPARER L'AVENIR

L'un des défis pastoraux de l'heure présente pour nous sera donc précisément de construire une pédagogie et de mettre au point une pastorale axée sur la « parole », afin de permettre ce passage des masses de la religiosité sécurisante et quasi magique à l'engagement personnel dans une religion qui doit être avant tout une réponse de vie à l'appel de l'Évangile.

Renouveau catéchétique, adaptations liturgiques, transformation de la prédication, autant d'efforts ici pour « christocentrer » le catholicisme et l'enraciner dans la substance du message, autant d'aspects d'un mouvement qui veut ré-évangéliser, ré-implanter une communauté de foi par des moyens tout autres que ceux qui eurent cours au moment de la première évangélisation du continent.

Cette ré-évangélisation voudra tenir compte du changement historique, des éléments valables ou non des atavismes, de la religiosité, de la désacralisation progressive de la culture latino-américaine. Elle refusera évidemment de maintenir plus longtemps la foi à l'aide de pressions sociales, mais comptera d'abord et avant tout sur son activité évangélisatrice spécifique, sur son témoignage, sur sa parole et sur l'Évangile en lui-même.

Évangélisation à long terme par ailleurs et qui devra prévoir pour l'avenir la théologie et la pastorale qui seront appelées à interpréter, à la lumière de la foi, les idéologies et les valeurs profanes de la nouvelle culture latino-américaine.

Enfin, nous l'avons déjà suggéré plus haut, cette revitalisation de la foi sera conditionnée par les impératifs de la décentralisation et de la décléricalisation de la pastorale.

DES PRÊTRES AUX LAÏCS

La disparition progressive de la communauté sociologiquement chrétienne, le déracinement amené par l'urbanisation et le manque croissant de prêtres nous pousse à délaisser progressivement l'action paroissiale axée sur le prêtre, et donc de type centripète, pour aller vers une action paroissiale centrifuge axée, elle, sur des petites communautés de base, à dimensions humaines, et suggérées par la nature du territoire ou de l'ambiance.

Ces petites communautés de prière, de liturgie, d'apostolat et d'éducation à la foi, deviendront rapidement, en Amérique latine les paroisses de l'avenir. *Elles ne seront plus animées par des prêtres, mais par des laïcs, des diacres mariés ou des religieuses.* Déchargés du ministère paroissial, les prêtres s'occuperont plutôt de la coordination et de l'unité des communautés avec le diocèse, et assureront l'action eucharistique. Ils deviendront les aides et les animateurs des chefs de communautés : des multiplicateurs de multiplicateurs.

LE CLERGÉ

Dès les premiers temps de la conquête (XVI^e siècle) les missionnaires suivent et même accompagnent les conquérants. De si près et avec une telle autorité qu'ils réussissent à sauver la race indienne. Il devait revenir aux Jésuites de mener, avec une énergie extraordinaire, la grande bataille de l'évangélisation et de l'éducation.

Mais dès le XVII^e siècle, déjà, un clergé séculier importé d'Espagne et d'une médiocrité affligeante semble s'appliquer à déconsidérer la foi et l'Église. Partout, la lettre prend le pas sur l'esprit ; on refuse aux Indiens — ces « grands enfants » — l'Ordination, puis l'Eucharistie. Le catholicisme s'attache chaque jour davantage aux pratiques extérieures, et la première préoccupation de l'ensemble du clergé séculier est de s'enrichir rapidement.

La religion est si vide et si peu « chrétienne » que les vocations s'éteignent.

(*L'Amérique latine*, Marc Blancpain, pp. 37-38)

DÉCLÉRICISATION DE LA PASTORALE

Toute cette transformation suppose bien sûr, le passage nécessaire à une pastorale fonctionnelle et décléricalisée. Elle suppose surtout une toute nouvelle image du prêtre et de sa fonction, image démythifiée et résolument engagée dans la vie et dans des fonctions très spécifiques auprès de la communauté de foi.

Dans cette perspective, *le diacre, surtout marié, deviendra l'élément de base de la pastorale latino-américaine*, aidé, à des échelons plus élevés, par des prêtres sûrement peu nombreux.

Mais pour être vraiment significatif et efficace, ce diaconat exigera d'être inauguré dans les nouvelles structures pastorales de l'Église décléricalisée dont nous venons de parler. Sinon il pourra donner lieu à un nouveau ritualisme et à un nouveau cléricalisme. Aussi les diacres d'Amérique latine devront-ils être à la fois la cause et l'effet des changements de structures dans le ministère de l'Église.

Voilà pourquoi, en un mot, je suis loin d'être partisan du « diaconat à tout prix et le plus vite possible ». Pour préparer des voies efficaces à ce diaconat, c'est toute l'Église latino-américaine qui doit d'abord se décentraliser, se décléricaliser, et se « désacramentaliser » dans toute sa pastorale.

J'aimerais, en terminant, ajouter quelques mots sur les problèmes que pose à cette pastorale nouvelle, l'énorme sous-développement culturel du peuple en Amérique latine. Il est certes légitime, actuellement, de penser que ce sous-développement culturel conditionne fortement l'état de religiosité et favorise ce ritualisme dépersonnalisé et aliénant dont nous avons parlé. Dans toutes les sous-cultures de type rural et sous-développé, en effet, la religion s'exprime en termes de « possession » et d'accapement du divin pour servir ses fins propres. (Voir article *Foi ou superstition*.)

MORT DE LA FOI ALIÉNANTE

Les défis pastoraux alors, seront non seulement d'évangéliser la religiosité populaire, mais de préparer la foi et les moyens de la susciter dans un peuple de plus en plus conscient et désaliéné. Il faudra alors que ce peuple puisse voir que le christianisme et l'Église contribuent à lui donner une conscience et une personnalité, et que la foi est libératrice et non aliénante.



FOI OU SUPERSTITION

JEAN-CLAUDE BAJEUX

APPARITIONS MARIALES ET INDÉPENDANCE

Le fait religieux, considéré au sens large de l'expression, ne se dissocie pas en Amérique latine de la vie quotidienne. Ainsi, lorsque le 16 septembre le Mexique tout entier fête l'anniversaire du cri de Dolorès, il évoque l'appel à l'indépendance poussé en 1810 par un curé, l'abbé Miguel Hildago. De même, c'était jadis au cri de « Viva Nuestra Señora de Guadalupe ! » que les Mexicains luttèrent pour leur autonomie. Un de leurs romanciers a pu écrire dans cet esprit que l'apparition de la Vierge à un Indien mexicain constituait le premier signe de reconnaissance fait en faveur de l'indépendance de son pays.

Aujourd'hui, lorsque les chauffeurs de taxis, passant devant une église, font le triple signe de croix : lorsque les pèlerins franchissent à genoux l'esplanade du sanctuaire de Notre-Dame de la Guadalupe, apportant cadeaux et demandes ; lorsqu'en cours de fête, des croyants mêlent danses et processions, dévotions et ripailles : ce n'est pas un geste isolé et rare qui est posé, c'est un caractère de vie religieuse qui s'exprime.

Le père Jacques Monast, missionnaire canadien parmi les Aymaras de Bolivie a écrit un Journal de bord passionnant, publié par l'Institut de Missiologie d'Ottawa. Les constatations qu'il fit sur le mélange étonnant des croyances et des rites pagano-chrétiens peuvent s'appliquer quasi intégralement à Cuba, à Haïti, au Mexique, au Brésil

et à d'autres pays et régions de l'Amérique latine.

SACREMENTS ET MAGIE

Le phénomène religieux en Amérique latine est donc complexe comme la vie à laquelle il se mêle et s'identifie. Au christianisme s'amalgament des éléments folkloriques, des rites et des croyances diverses. Ainsi, la dévotion aux saints prend des allures panthéistes et les sacrements s'apparentent à la magie. Dans ce contexte, le fidèle qui acclame saint Pierre et Notre-Dame paraît disposé à substituer à leur nom celui de Legba, dieu des barrières et des portes et celui d'Erzulie...

Certes, ce phénomène d'amalgamation n'est pas exclusif à l'Amérique latine. Il se retrouve par exemple facilement à la lecture de l'histoire des peuples allemand et breton. Toutefois, l'urbanisation là comme ailleurs, sert de cran d'arrêt à son expansion. On ne saurait cependant oublier que l'Amérique latine demeure foncièrement rurale puisque dans la plupart des pays 60 à 80% de la population conserve une fonction agricole.

ÉGLISE ÉTRANGÈRE

En outre, pour comprendre les phénomènes en cause, il ne faut pas perdre de vue la faible proportion des prêtres par rapport à la population totale, l'absence quasi généralisée des centres théologiques orientés vers la recherche, la « tradition » qui a confondu évangélisation et distribution massive de sacrements, l'accent étranger d'une Église s'exprimant en latin. Tous ces facteurs

et d'autres encore ont donné et donnent à la religiosité latino-américaine un caractère spécial qui étonne, confond, surprend, scandalise.

Ainsi, instinctivement, en pareil cas, on pourrait trancher dans le vif en s'appuyant sur une argumentation tirée des livres de morale et de droit canonique.

PRATIQUE RELIGIEUSE

Plus de 90% des latino-américains sont baptisés catholiques.

.. Mais au Pérou et au Vénézuéla, 3 à 5% seulement de la population rurale est l'objet d'une pastorale hebdomadaire.

... Dans les villes l'assistance à la messe dominicale oscille entre 10 à 20% (entre 7 et 9% à Buenos Aires). A Rio de Janeiro, il se célèbre 700 messes chaque dimanche pour 35 millions d'habitants.

.... En Colombie, en plusieurs endroits, le clergé demande aux enfants de ne pas communier le dimanche parce qu'il serait physiquement impossible d'assurer ce service.

..... La majorité de la population ignore la confession et le sacrement des malades faute d'assistance pastorale. La proportion des mariages religieux varie entre 63% (Porto Rico) et 10% seulement dans certains diocèses du Mexique. Mais la dévotion au Sacré-Cœur et l'assistance au premier vendredi du mois s'accroît partout.

Ainsi fatigués de pactiser avec une religiosité aussi impure et parfois franchement condamnable, certains prêtres voudraient faire le partage entre ceux qui n'acceptent pas ces « mélanges » et ceux qui mêlent leurs dieux et Jésus-Christ, les morts et les esprits.

INTERROGATIONS ET FAUSSES SOLUTIONS

Regrouper les « purs » et laisser de côté les autres ne constitue pas seulement une tentation car oubliant la parabole de l'ivraie et du blé un diocèse entre autres, celui de Gonaïves en Haïti, essaya pendant vingt ans d'incarner dans les faits cet idéal douteux.

Beaucoup de prêtres, par ailleurs, devant cet état de religiosité où tout se retrouve sauf souvent la foi dans le Christ ressuscité, s'interrogent sur la valeur de leur action pastorale. Ils ont la décourageante impression d'être transformés en machines distributrices de sacrements et de dévotions ou en magiciens chargés de réaliser purement et simplement un rite.

BÉNIR À TOUR DE BRAS

Dans l'immédiat, il paraît impossible de couper court, de manière drastique, avec des comportements qui répondent à une nécessité psychologique. Il faut bien baptiser quand personne ne comprend pourquoi il faudrait légitimement refuser de le faire. Il faut bien « dire des messes » alors que l'intention de ceux qui assistent n'est pas du tout orientée vers Dieu. Peut-on refuser de « bénir » et de « bénir » à tour de bras, maisons, tombes, chapelets, images, statues, et refuser de participer à des fêtes et processions où le saint honoré se confond dans l'idée des gens avec d'autres esprits ou divinités ?

Sans aller jusqu'à faire immédiatement le tri entre ce qui est « superstition » (le missionnaire étranger doit souvent se méfier de sa première réaction qui est celle d'un occidental), et ce qui est foi, entre les vrais croyants et ceux qui mélangent tout, il est nécessaire pourtant de réorienter radicalement la pastorale de façon à constituer un noyau de croyants ayant une foi éclairée et personnelle.

AUDACE ET LUCIDITÉ

Cela requiert, évidemment, une pastorale d'ensemble prévoyant tout, du

Centre d'études théologiques aux groupes spécialisés ; cela demande une ouverture patiente à la mentalité, à la langue, aux coutumes du peuple ; cela demande d'oublier le latin et d'écouter Jean ; cela demande la réforme de la catéchèse ; cela demande qu'on laisse le peuple créer sa musique liturgique ; cela demande que la prédication dans sa totalité soit centrée sur l'annonce du Christ ressuscité et non sur la morale, la mode, la danse et les vertus de la dévotion mariale ; cela demande que dans l'architecture et la décoration des églises on ait le courage d'éliminer, à l'exemple du courageux évêque de Cuernavaca, l'amas de choses hétéroclites et horribles qui envahissent les sanctuaires.

Une telle action ne donnera pas de résultats tangibles dans l'immédiat, et elle ne réussira que si elle est l'action commune de tous ceux qui sont chargés d'évangéliser. Mais elle aura son effet, finalement.

SORCIERS ET MAGICIENS

Cependant le problème ne se réduit pas à transformer la pastorale. C'est ici qu'interviennent à bon droit les sociologues. Ils peuvent nous dire que le « cancer » de la religiosité est lié à des besoins profonds de la population.

Nous, les prêtres, nous faisons comme si les gens avaient la foi alors que ceux-ci réclament des prêtres parce qu'ils ont besoin de magiciens et de sorciers.

RELIGION ET ANGOISSE

Livrés à l'insécurité d'une vie précaire, entourés de forces dont ils ignorent les vrais ressorts, ils considèrent la religion comme le dernier recours contre la fatalité, les morts, les maladies, les épreuves du sort, les intempéries, les catastrophes. N'ayant pas le contrôle ni la connaissance des forces de la nature, ils ont recours à l'invocation et à la conjuration. Selon la logique de la mentalité magique, il faut prier la foudre, l'eau et le soleil. Il faut leur offrir ce que l'on a pour se les rendre propices. Malheur à celui qui oublie ces « devoirs » ; malheur à celui qui, depuis longtemps, n'a rien offert aux esprits et aux morts ! Dans ce contexte, la religion répond à une angoisse latente ; elle délivre, pour quelque temps, de la peur à l'égard des forces occultes.

Elle répond aussi, dans une vie sans excès de confort et de joie, au besoin d'expression, au besoin d'un rite théâ-

tral. Les fêtes apportent alors dans la monotonie des jours le frémissement de la joie collective, les amusements qui interrompent les soucis quotidiens. Dans les rites vaudous, cette attente est comblée quand le « dieu » vient « chevaucher » le fidèle, répondant à son anxiété et lui conférant un prestige social au sein de sa communauté.

RELIGION ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

Impossible donc de bâtir une pastorale sans répondre à ces besoins fondamentaux ; impossible de dissocier une action d'évangélisation d'un effort total et harmonisé de développement de l'homme et de la société. Comment peut-on demander à un paysan haïtien de jurer qu'il ne croit plus au vaudou et qu'il ne le pratique plus quand on n'a pas répondu à l'ensemble des besoins qui sous-tendent sa démarche ?

Il y a donc une liaison à établir avec les forces vives qui travaillent à libérer l'homme de tous les handicaps qui pèsent sur lui : ceci est évident dans les pays non-développés que sont encore les pays d'Amérique latine, et particulièrement dans les zones rurales. Les chrétiens doivent alors être à la pointe de tous les efforts qui tendent à améliorer le sort des hommes. Par exemple, l'Eglise peut fournir un appui précieux, particulièrement en matière d'enseignement, à condition que son action soit conçue non pas comme un domaine réservé, non pas dans une perspective de chasse-gardée, mais comme un service rendu à la communauté.

RELIGION ET RÉVOLUTION

Il n'y a donc pas de pastorale qui puisse être dissociée de l'engagement dans le combat pour l'homme et sa libération. Quand les conditions de base seront réalisées, il sera possible à l'homme, libéré de la peur et conscient des forces exactes qui l'entourent, de passer de la religiosité à la foi et de voir, d'une façon existentielle, que le Dieu d'Isaac, d'Abraham et de Jacob, n'est pas un Dieu qui donne, mais un Dieu qui demande et que la religion est rencontre personnelle d'un Dieu qui intervient dans l'histoire et non la projection anxieuse de nos peurs et de nos désirs, de nos frustrations et de nos peines ; que la foi est rencontre d'amour et non pas exécution littérale de rites sous peine de punition.

L'ARMÉE AU POUVOIR

EDILBERTO TORRÈS-RIVAS

Les coups d'Etat militaires en Amérique latine sont semblables aux inondations de ses fleuves : imprévisibles et inévitables, nuisibles dans leur avalanche subite et dans leur lente retraite. Comme les inondations qui arrivent avec les pluies ou le dégel, les coups d'Etat deviennent saisonniers à l'intérieur de périodes de bas et de hauts qui ont à l'origine des raisons tant internes qu'externes. Ces deux caractéristiques décrivent non seulement l'affrontement des secteurs civils et militaires mais aussi une façon d'exprimer le déséquilibre économique et la crise de pouvoir qui secoue le continent américain de langue espagnole et portugaise.

LES NOUVEAUX ROND DE CUIR...

L'histoire facilite l'explication de l'ancien et du nouveau « militarisme ». Dans les changements économique-sociaux qui surviennent dans la société latino-américaine, l'Armée (c'est-à-dire l'institution militaire dans sa totalité) adopte petit à petit la forme d'une bureaucratie, redéfinit ses objectifs cherchant à s'adapter aux inventions technologiques dans l'art de la guerre, produisant un type de chef qui ressemble plus à l'image d'un gérant ou d'un entrepreneur qu'à celle d'un « héros militaire ». Les militaires qui aujourd'hui renversent un gouvernement civil ou qui imposent par un coup de théâtre l'adoption de décisions forcées, sont des officiers diplômés des Ecoles militaires, spécialisés dans une branche de la science militaire, et non de simples soldats dont

l'improvisation gestionnaire à la prise de pouvoir pourrait expliquer l'appétit.

... INTELLECTUELS !

Le groupe de militaires qui monta le coup d'Etat contre le gouvernement de Joao Goulart, au Brésil, était connu comme le groupe de « la Sorbonne ». Il s'agissait d'officiers de l'état-major, diplômés d'écoles militaires étrangères. Des quatre officiers supérieurs qui occupèrent le pouvoir exécutif au Pérou aux élections où l'A.P.R.A. avait obtenu une majorité relative (1963), trois d'entre eux étaient spécialisés ou diplômés d'académies nord-américaines et avaient occupé des postes dans l'organisme inter-américain de la défense. En Argentine, « l'intellectualisation » est peut-être supérieure et la planification du mouvement militaire qui renversa Illia révéla l'habileté des militaires à manier le pouvoir.

UN ÉTAT DANS L'ÉTAT.

Du point de vue de sa structure interne l'armée offre aujourd'hui en Amérique latine au moins deux traits évidents : un accroissement du corps professionnel qui signifie l'ajustement ou l'adaptation au développement technologique dans l'application de la force qui se traduit par la création d'une carrière hautement spécialisée. Cet accroissement est supérieur dans les pays plus développés comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou et le Vénézuéla qui atteignent un niveau hypertrophique dans certaines branches de la marine, de l'aviation et de l'armée. Cet accroissement du corps professionnel et la redéfinition des objectifs rend la chose plus complexe. Aujourd'hui, l'armée occupe tellement de fonctions qu'elle constitue un état dans l'Etat.

L'autre trait se réfère aux chefs et aux officiers qui ne font plus partie de l'aristocratie terrienne mais de la classe moyenne. Cela est sûr au moins pour la majeure partie des pays et des secteurs de l'armée. *La marine conserve encore un certain sentiment aristocratique et le recrutement de ses officiers se fait à base de discrimination sociale ou raciale.*

MAIS IL N'Y A PLUS DE GUERRE

Il se produit, en termes de la vie civile, un isolement palatin qui s'explique peut-être par les nécessités internes de l'institution militaire. Le résultat en est que l'apparition d'un groupe étranger à la réalité sociale latino-américaine qui — à cause de son propre déracinement — rend difficile la justification de son hypertrophie et l'explication de ses actions. Que l'on pense, par exemple, que la guerre entre les pays latino-américains est presque proscrite.

En Amérique du Centre la querelle de frontières entre le Guatemala et le Honduras était entretenue par la « United Fruit Co » qui cherchait à étendre ses plantations dans le premier pays sans demander l'autorisation du second et qui se termina par l'arbitrage nord-américain. La guerre du « toto-poste » en 1906 fut le dernier conflit armé dans cette zone. En Amérique du Sud, la « Guerre du Chaco », en 1933, entre la Bolivie, le Brésil et le Paraguay fut le dernier épisode de l'histoire militaire du continent qui avait vu en 1876 s'affronter le Chili avec le Pérou et la Bolivie, en 1840 le Pérou avec l'Équateur et en 1865 l'Argentine et l'Uruguay avec le Paraguay.

En fait, la possibilité d'une guerre latino-américaine existe mais le niveau de la diplomatie dans cette région, la nouvelle philosophie politique qui inspire les relations entre les divers pays

EDILBERTO TORRÈS-RIVAS : Licencié en sciences juridiques et sociales, université de San Carlos, GUATEMALA, et en sociologie à Santiago, CHILI.

A publié : Les classes sociales au Guatemala (1962) ; Modalités du développement en Amérique centrale (1966).

d'Amérique latine et le soi-disant esprit du pan-américanisme la rendent difficile.

ARGUMENTS INJUSTIFIABLES

Cependant, parallèlement à la proscription de la guerre, tous les pays latino-américains, surtout certains d'entre eux, augmentent leur puissance militaire. Cet état paraît contradictoire dans certaines économies stagnantes comme celles de l'Argentine ou du Brésil qui traversent une difficile période de rajustement, et qui en même temps (1964) augmentent leurs effectifs navals par de nouveaux porte-avions et sous-marins. Tout en admettant leur ancienne rivalité, ces pays ont atteint des niveaux d'armement absolument injustifiables, même dans le nouveau concept de « frontière idéologique ».

Le résultat est une institution moderne qui marche bien à l'intérieur d'un contexte social en retard, et qui essaie d'évoluer dans des difficultés presque insurmontables. On pourrait peut-être chercher dans ces conditions la vocation politique manifeste du nouveau militarisme latino-américain. C'est l'opinion de quelques observateurs de l'Amérique latine que les traits ébauchés antérieurement — accroissement des moyens de défense d'une institution moderne et fonctionnelle d'une part et éloignement chaque fois plus grand de la « ligne de feu » d'autre part — ont forcé les élites militaires à redéfinir leurs rôles et leurs objectifs, dont leur préoccupation pour le respect du pouvoir. C'est-à-dire, que les changements sociaux mêmes pourraient amener l'explication de quelque étape de leur comportement.

NOUVEAU RÔLE :

1) lutter contre Fidel Castro

L'absence de guerre, dit J. J. Johnson de l'Université Princeton, a laissé les groupes militaires avec un équipement moderne lequel, pour expliquer la prépondérance politique chez les militaires a été employé à des fins extramilitaires. Les difficultés d'un véritable esprit professionnel ne suffisent pas non plus. Quelques sociologues nord-américains ont avancé des hypothèses dans ce sens. Mais un militarisme professionnel peut-il rendre les militaires insensibles à la politique ? Le « background » qui a facilité l'apparition de ce phénomène est-il en train de disparaître ?

A partir de 1960 les faits semblent avoir rendu le comportement militaire encore plus agressif vis-à-vis le pouvoir civil. Paradoxalement, la politique de Kennedy a indirectement aidé à augmenter l'apogée militariste ; depuis mars 1961, année de la proclamation de l'Alliance pour le Progrès, une nouvelle vague de mépris de la loi secoue l'Amérique latine. Il y a comme prétexte de base la « défense continentale contre le castrisme ». Et comme « l'ennemi est à l'intérieur des frontières, l'institution trouve une nouvelle raison et une excellente occasion de justifier son activité politique. La force inter-américaine de paix a favorisé les positions militaristes et le « Counter Insurgency Program » révèle des problèmes de politique locale qui n'ont rien à voir avec la menace révolutionnaire ; justement, le dictateur argentin actuel a dû renoncer à son poste ministériel à la fin de 1965 pour avoir imprudemment montré son enthousiasme pour la force pacificatrice de l'O.E.A.

Il y a plusieurs causes qui expliquent le « militarisme » latino-américain, c'est-à-dire la tendance récurrente de ses groupes dirigeants à intervenir dans le gouvernement civil dont la légitimité est normalement dans le vote fait selon des préceptes légaux. Et c'est justement du nouveau militarisme dont doivent se préoccuper tous ceux qui prétendent comprendre le procédé politique contemporain en Amérique latine.

2) maintenir le statu quo

Le coup d'état militaire exprime seulement une des formes où l'intervention est évidente. La violation de la légalité avec toutes les limitations de fonctions impliquées a dans la dernière étape un visage nouveau. Généralement, quand on parle de « coup d'Etat militaire », il s'agit d'un assaut traditionnel de pouvoir provenant de la caserne et organisé par un officier supérieur et un groupe réduit de militaires. Ainsi était le militarisme en Amérique centrale dans les années '50.

L'analyse des interventions militaristes dans les années '60 est autre. Bien que normalement divisées en groupes militaires qui font face à des rivalités personnelles ou de service, ou qui sont séparés par divers degrés d'impudence, les hautes hiérarchies militaires ont agi sous l'impulsion d'un même instinct de défense. Au Pérou, l'armée est conviée à faire une rapide enquête parmi les

50% DU BUDGET !

Il n'est pas possible de connaître les dépenses annuelles consacrées à l'achat d'armes ; les Etats-Unis ont accordé une aide militaire de \$486,300,00 (U.S.) aux pays latino-américains entre 1950 et 1963. La plus grosse part fut accordée au Brésil avec \$171,000,000 ; puis au Chili \$66,000,000 ; au Pérou \$60,000,000 ; à la Colombie \$51,000,000 ; à l'Uruguay \$31,000,000 ; et au Mexique seulement \$1,100,000. Les renseignements publiés par « El Mercurio » de Santiago (4 avril 1966) ne donne pas la quote-part de l'Argentine qui doit être aussi élevée que celle du Brésil. Les Etats-Unis ont fourni de l'aide pour l'achat d'équipement militaire, dans cette période, à 8 pays : l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Guatemala, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et le Vénézuéla. Dans ce cas, la plus grosse somme fut aussi accordée au Brésil (\$23,400,000). « Quant à l'entraînement militaire, le rapport indique que 31,632 officiers latino-américains ont reçu leur instruction aux Etats-Unis ou dans des bases militaires américaines en Amérique latine ». Du Brésil, 3,998 officiers ont participé à ce programme, au Pérou, pays 8 fois plus petit, 3,386 officiers c'est-à-dire presque tous ; de la Colombie, 2,874, du Chili, 2,613, du Nicaragua, 2,823, de l'Equateur, 2,728, etc.

L'aide extérieure — crédit, entraînement et matériel militaire — est un aspect seulement du poids de l'Institution. Plus dramatique est le pourcentage du revenu national accordé au ministère de la guerre et à l'entretien des forces armées. Sous la rubrique des dépenses ordinaires apparaissent des pourcentages qui vont d'une moyenne de 25% au Brésil jusqu'à 8% au Mexique. Mais les dépenses et placements sont facilement au-dessus des chiffres donnés ; dans l'exécution du budget, les dépenses extraordinaires, même en temps normal, ont atteint presque 50% du total du budget du pays en des pays comme le Brésil, l'Equateur et Haïti.

officiers pour les consulter « démocratiquement » au sujet du coup d'Etat qui empêcha Haya de la Torre et l'A.P.R.A. de prendre le pouvoir. Le 29 mars 1963, au Club militaire du Guatemala, les délégués de toutes les forces armées décidèrent de destituer le Président constitutionnel, le général Ydigoras Fuentes.

En juillet 1963, on expulse violemment du pouvoir le Président Carlos Julio Arosemena, de l'Equateur, et on installe à sa place un triumvirat qui exerce le pouvoir au nom des forces armées. En novembre 1964, les chefs de l'armée bolivienne, agissant de leur propre autorité, décident que le régime du M.N.R. et de Paz Estensoro n'est plus approprié ; et ils plongent le pays dans une crise politique prolongée. Deux ans après, le général Barrientos surgit comme candidat vainqueur d'élections presque sans opposition. Il y aurait d'autres exemples : Saint-Domingue, El Salvador en 1962, le Honduras en 1963, etc.

3) empêcher la révolution

Il n'y a pas non plus de lutte directe entre l'autorité civile et l'autorité militaire. Dans les sociétés latino-américaines, qui se débattent entre le sous-développement et la dépendance, les absences de pouvoir augmentent avec les gouvernements civils qui sont faibles. L'instabilité politique est associée à l'économie pour présenter une situation de crise permanente qui n'est pas la cause, mais la conséquence du retard. La situation internationale demande des gouvernements forts, et de cela il n'y a pas de doute, si l'on examine l'activité nord-américaine — diplomatique ou non — dans toute cette région ; et après l'invasion de Saint-Domingue les vraies possibilités de libre détermination qui pourraient conduire à des gouvernements populaires de gauche (comme Cardenas au Mexique, Aguirre Cerda au Chili ou Arévalo au Guatemala) sont détruites.

E. Liewen, professeur nord-américain, trouve que dans les coups d'Etat militaires des dernières années « il a été évident que l'on voulait maintenir le statu quo ». Et dans pareille alternative, formulée simplement à cause du manque d'espace, le contenu du militarisme s'est transformé en situations qualitativement nouvelles. *Le coup d'Etat militaire fait maintenant partie de la bataille idéologique et historique pour renouveler ou maintenir la société actuelle.*

CONSENTEMENT POPULAIRE

Analysons brièvement les coups d'Etat du Brésil (1964) et de l'Argentine (1966). La chute de Joao Goulart représente l'échec d'une politique nationaliste permise par le système même. On n'a jamais voulu le dépasser. L'offensive qui a conduit au gouvernement militaire de Castelo Branco et à l'échec de l'ancienne légalité fut une entente militaire et civile de grande portée. Que des dirigeants civils du coup d'Etat aient été renversés ne change pas le fait que d'importants secteurs civils (partis politiques et industriels, agriculteurs) aient donné leur appui à la gestion militaire, ou qu'ils l'aient acceptée tacitement, comme dans le cas des députés appartenant au parti du président déposé. Au Brésil, aucune opposition sérieuse et organisée ne s'est érigée contre le coup d'Etat.

Le mouvement, qui fut responsable de la déposition du président argentin, le 27 juin de cette année, avait l'appui de toutes les sections des forces armées, qui avaient élaboré un plan minutieux d'action, avec la complicité d'une bonne partie du gouvernement, l'aide des organisations et entreprises commerciales, le silence ou la satisfaction dissimulée des syndicats et corporations. Qui était alors avec le Président civil ?

LA FORCE DE L'ARMÉE : SON ORGANISATION

Dans les deux cas les partis politiques se légalisent ou se défont, au Brésil, avec la prétention d'atteindre un système ayant deux partis, on gouverne avec des lois d'exception. Les projets de gouvernement ou les privations de droits se font pour dix ans. Et lorsque se produit l'échec légal, une autre réalité apparaît : la lutte parmi les membres de l'exécutif, élus sur des bases d'espérance et de puissants facteurs de pouvoir qui affaiblissent ou agrandissent ses vides.

L'armée agit comme le plus puissant des groupes de pression par son niveau d'organisation et les instruments dont elle dispose, et par une politique de veto et de pression elle passe à l'exercice direct du pouvoir. Il surgit alors la contradiction entre la légitimité constituée et l'effectivité recherchée. Le pouvoir civil manque-t-il toujours de ce dernier élément ? Nous savons seulement que le pouvoir militaire obtient la légi-

imité par la force, le concours d'importants groupes civils et la patience de la gauche militaire.

Dans un silence général, la chute de la démocratie et de la liberté se complète en Amérique latine.

CONTRÔLE DES NAISSANCES OU RÉFORME AGRAIRE ?

En Amérique latine, l'idée du contrôle des naissances est souvent reçue avec dérision. On y voit d'abord une manœuvre impérialiste pour mater la révolution des masses futures :

Le Brésil en effet possède 8.5 millions de mètres carrés (16 fois la France) pour 82 millions d'habitants. Son indice de fertilité est l'un des plus élevés du monde. Le seul Nord-Est dispose pour nourrir ses 23 millions d'habitants de neuf fois plus de terres fertiles que le Japon n'en possède pour nourrir ses 100 millions d'habitants. Et pourtant, au Nord-Est on meurs de faim parce que les terres sont stérilisées par le féodalisme. Mais les paysans analphabètes n'ont pas le droit de vote et sont perpétuellement représentés au parlement par l'oligarchie des grands propriétaires terriens. C'est seulement lorsque leur nombre aura doublé, pensent-ils, que les paysans pourront être sûrs de réussir la révolution dans laquelle ils placent leurs seuls espoirs.

.. Mais si les naissances se perpétuent au rythme actuel, les courbes démographiques pour le Mexique seront les suivantes :

1943	17 millions
1960	34 "
1965	40 "
1980	68 "

... « Si la table du pauvre est maigre, écrit Josué de Castro, le lit de la misère est fécond ». Sur-tout, disent les Hollandais, quand ce lit est un « lit catholique ». Les taux de natalité en effet atteignent un peu partout 40 et même 45 pour mille.

DU CAPITALISME AU SOCIALISME

RODRIGO AMBROSIO

L'article qui suit est un résumé fait à partir d'un document de travail qui a servi de base au congrès de la gauche du parti démocrate-chrétien (Chili, août 1966).

Ce document a été préparé par Rodrigo Ambrosio, chilien, sociologue au service de l'Institut National de Développement agricole (I.N.D.A.P.) et député chrétien-démocrate, Santiago, Chili.

Le sous-développement peut être visualisé à l'aide du cercle vicieux suivant : basse production — revenu peu élevé — pas d'épargne — peu d'investissements — donc, basse production !

Or l'économie sous-développée a jusqu'ici été dominée et entravée dans son développement par l'alliance de l'oligarchie nationale avec l'impérialisme étranger, surtout américain.

C'est cette alliance qu'Eduardo Frei (l'actuel premier ministre du Chili) veut briser en éliminant les privilèges qu'engendre le capital possédé par quelques-uns. Pour ce faire, le programme de la démocratie chrétienne du Chili, qui porte le titre de *Révolution dans la liberté*, veut mobiliser tous les secteurs du pays.

CRITIQUE DU PASSÉ (1964-1966)

Il devient de plus en plus évident, à la lumière de l'expérience des dernières années que ni les compagnies américaines, ni la bourgeoisie nationale ne sont prêtes à des réformes radicales qui mettraient leurs intérêts en jeu. On était prêt à appuyer un néo-capitalisme de bon aloi.

Mais ce néo-capitalisme n'était possible qu'à la condition de briser l'unité politique des masses populaires. Ainsi la politique du gouvernement vis-à-vis les syndicats a consisté à diminuer le pouvoir des syndicats et, à les opposer aux autres secteurs du monde du travail et du monde agricole.

RODRIGO AMBROSIO : Sociologue au service de l'Institut National de Développement agricole (INDAP) et député chrétien-démocrate, Santiago, Chili.

Si nous continuons dans cette ligne, le parti démocrate-chrétien pourra « se convertir » — la conscience tranquille — en parti conservateur du nouveau et florissant statu quo. Les masses satisfaites (?) pourront s'endormir de nouveau. Le péril communiste sera évité. L'oligarchie traditionnelle sera remplacée par une bourgeoisie moderne. Et tout le monde parlera du « miracle chilien ! »

ALTERNATIVE NON-CAPITALISTE DE DÉVELOPPEMENT

Cette alternative doit créer des conditions qui permettent de canaliser les énergies du secteur capitalisé en évitant sa consolidation et en préparant son remplacement. Pour cela il est vital que le secteur public — l'Etat — contrôle les secteurs stratégiques de l'économie et que le secteur communautaire puisse s'étendre et se consolider.

Car nous vivons présentement le passage du capitalisme au socialisme. Quatre secteurs sont affectés par cette transition : public, communautaire, capitaliste et familial. Or aucune transition ne peut se faire sans que le secteur public soit constitué et consolidé surtout dans les domaines stratégiques suivants : banques, transports, assurance, sidérurgie, matières premières, etc.

SECTEUR COMMUNAUTAIRE

Le secteur communautaire (agriculture, commerce, artisanat, la petite industrie) pourra se développer sans cependant assurer la gestion des grandes

LA RÉFORME AGRAIRE

Il s'agit d'abord de convaincre de la nécessité de la réforme agricole la classe des grands propriétaires terriens.

A défaut de pouvoir les convaincre, il s'agirait de les contraindre. « Pensez-vous, demande l'écrivain mexicain Carlos Fuentes, que ces classes vont se suicider délibérément ? Un riche Péruvien me disait récemment : « Si les Américains nous forcent à diviser la terre, nous répondrons en expropriant leurs compagnies minières ». Et Fuentes d'ajouter : « Non, mes amis, une réforme agricole, en Amérique latine, comme l'ont démontré le Mexique et Cuba, ne se fait que par la révolution, les armes à la main ».

Une véritable réforme agricole, avant même de « redistribuer » les terres devrait s'employer à diversifier les cultures et faire obligation à la paysannerie, grande ou petite, d'entreprendre en premier lieu de nourrir la nation, et, si étrange que cela puisse paraître, de se nourrir elle-même !

Car en dix ans (1950-1960) alors que la population augmentait de 45% au moins, la production des biens alimentaires ne s'élevait que de 32%.

entreprises. Avant tout le secteur communautaire, surtout les petites entreprises, devront éviter de s'incorporer au secteur capitaliste.

SECTEUR CAPITALISTE

L'expérience technique et les ressources du secteur capitaliste (national ou étranger) lui confèrent un rôle actif dans cette période de transition. Cependant, il faut l'empêcher de faire dévier, renverser ou saboter le processus vers le socialisme.

Malheureusement le gouvernement conçoit encore l'intervention de l'Etat comme un complément du capital privé, sauf pour certaines industries de base où il y a carence d'investissements privés. C'est dans cette perspective que le secteur capitaliste *utilise* le secteur public. Même la planification est conçue comme un service du secteur capitaliste parce que l'Etat refuse de prendre des risques. Il est donc primordial que l'Etat couvre effectivement les régions-clés de l'économie et qu'il prenne les initiatives qui s'imposent.

LES TROIS SOURCES DU DÉVELOPPEMENT

Le développement de ce programme non-capitaliste peut se nourrir à trois sources principales : une épargne forcée imposée à l'oligarchie par la voie de l'expropriation juste et légale ou en exigeant d'elle un tribut ; les réinvestissements d'un secteur capitaliste ; l'épargne populaire motivée par une mystique de libération économique et sociale. Ces trois voies supposent cependant que le gouvernement affronte l'oligarchie traditionnelle.

Il serait en effet naïf de penser que les « possédants » vont épargner volontairement. Pourtant l'épargne volontaire de cette caste pourrait contribuer grandement au développement du pays. Mais l'histoire du Chili a montré que ce secteur gaspille son argent. Il a un penchant à la consommation et non à la production. On ne peut donc attendre de ces nantis qu'ils contribuent à l'épargne nationale sans y être forcés par l'expropriation ou la taxation.

Ce dernier point vaut aussi pour le capital étranger ! Concrètement comment va-t-on procéder ? Au Chili, l'Etat peut développer certains secteurs de l'économie sans l'aide de l'étranger. Un de ces secteurs est le cuivre. Il faut donc le nationaliser. D'autres secteurs de l'économie devront conclure des accords

ANALPHABÉTISME

. De 50% à 70% de la population latino-américaine, selon les pays, ne sait ni lire ni écrire. Si en Argentine, en Uruguay et à Costa Rica le degré d'instruction atteint les standards européens, dans d'autres pays, la proportion des analphabètes atteint 90%.

.. Dans plusieurs de ces pays 10% seulement des instituteurs ont appris leur métier à l'école normale : les autres retransmettent telle quelle l'instruction primaire qu'ils ont reçue.

... En Colombie, l'instruction est obligatoire de 7 à 14 ans, mais en pratique 8 enfants sur 100 restent à l'école jusqu'à 14 ans. Le pourcentage des Colombiens de plus de 15 ans analphabètes s'élève à 38% encore aujourd'hui. Dans les campagnes, ce pourcentage atteint 68%.

avec le capital étranger, à condition toutefois que ces accords ne retardent pas la nationalisation.

Enfin, une période de redistribution des revenus exige que l'épargne populaire soit réalisée. Cependant il s'avère impossible de demander aux classes laborieuses l'épargne et les privations, si le gouvernement refuse d'affronter la classe possédante de façon décisive.

PRIMAT DU POUVOIR POLITIQUE

Car ce qui prime dans la voie de développement non-capitaliste, c'est la consolidation d'un pouvoir politique qui soit en accord profond avec les structures économiques à édifier. Pour cette raison, des travailleurs, par leurs organisations syndicales et les partis populaires, doivent avoir un rôle déterminant dès le tout début du processus. Notre révolution consistera donc à donner aux ouvriers une influence décisive et une position plus élevée face au pouvoir public et à la société.

Car les paysans et les sous-prolétaires ne sont encore ni conscients de leur situation, ni organisés. C'est pour cela que seule (à ce moment-ci de la révolution en liberté) la classe ouvrière organisée peut devenir la colonne vertébrale du peuple en marche.

LE CLERGÉ LATINO-AMÉRICAIN

. D'une façon globale, on comptera 1 prêtre par 5,438 habitants en l'an 1970.

.. Dans bien des pays la moyenne d'habitants par paroisse dépasse 10,000 âmes, les extrêmes étant 7,464 au Paraguay et 16,667 au Honduras.

... La superficie moyenne des paroisses rurales dépasse toujours les moyennes nationales. Elle atteint 500km² dans les zones les plus peuplées et 2,000km² dans les autres.

.... Le personnel religieux a tendance à se concentrer dans les villes : en Uruguay 78% des religieux et 72% des religieuses résident à Montevideo. Les proportions sont de 75% et de 83% à San José de Costa Rica.

..... Au Brésil, le nombre d'habitants par prêtre en paroisse urbaine est de 5,000 contre 11,400 dans les paroisses rurales. En République Dominicaine les chiffres sont de 5,900 contre 19,400.

..... Mais le nombre d'habitants par paroisse dans les villes se lit comme suit : Bogota 15,000, Rio de Janeiro 25,000, Mexico 40,000, La Havane 60,000. Nombre de paroisses urbaines dépassent les 100,000.

La concentration du clergé dans des tâches de suppléance comme l'éducation explique l'écart entre ces deux moyennes et la pauvreté des ressources vraiment pastorales.

Du 27 décembre au 5 janvier à Cuernavaca, Mexico, séminar sur :

LA PAUVRETÉ

et

LES « PAUVRES »

Pour informations :

Centro de Investigaciones Culturales
Apartado Postal 479
Cuernavaca, Mexico
ou la revue *Maintenant*

LA DÉMOCRATIE CHRETIENNE

Embryonnaire dans l'A.N.E.C., ébauché en 1934 dans la Phalange, le Parti Démocrate Chrétien Chilien naît réellement en 1951. Dix ans plus tard, aux élections de 1961, il obtient 15% des suffrages. Mais aux élections municipales d'avril 1963, il emporte déjà 24% des voix et devient le parti chilien le plus important.

En septembre 1964, son candidat, Eduardo Frei, recueille sur son nom 1,404,809 voix, soit la majorité absolue des suffrages. Enfin, en mars 1965, confirmant leur choix, les électeurs chiliens envoient au Parlement 82 députés démocrates-chrétiens. C'est quatre fois plus qu'à la précédente consultation, huit de plus que la majorité. *C'est un raz-de-marée démocrate-chrétien au pays du premier « Frente Popular ».*

A 54 ans, aussi glabre que Castro est barbu, Eduardo Frei Montalva semble aussi éloigné du caudillo que du professeur politicien professionnel. C'est dans un petit village du centre du pays, à Lon-tué où son père était comptable dans une latifundia, qu'il naquit le 16 janvier 1911, apprit à lire et écrire. Etudiant à l'Université catholique de Santiago, il donnait des leçons particulières pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa mère devenue veuve. Cette double tâche ne l'empêchait pas de militer à l'A.N.E.C. dont il devait devenir président en 1932. Ses compagnons s'appelaient Bernardo Leighton, Manuel Sanchez, Rafael Agustin Camuncio, Radomiro Tomie ; ils sont aujourd'hui ministres.

Comme Cuba pour son sucre, le Chili doit se libérer du « fil de cuivre » qui enchaîne son économie. Exploité par deux compagnies américaines, le cuivre représente 64% des exportations, assure 70% d'un budget d'autant plus à la merci des fluctuations des cours que l'impôt sur le revenu demeure fictif.

Achetant plus et plus cher qu'il ne vend — et même des produits alimentaires (\$1,222,000,000 de

1943 à 1959) — surtout aux Etats-Unis (38%), le Chili enregistre chaque année un déficit extérieur moyen de \$300,000,000.

Il doit libérer les plus nombreux de ses fils de la domination des grands propriétaires et des patrons qui les maintient dans une misère croissante :

- 250,000 Chiliens sont chômeurs permanents ;
- près de la moitié des Chiliens croupissent dans les « callampas » ;
- un nouveau-né sur trois meurt avant un an (en 1959, 20 enfants sont morts de faim à Santiago) ;
- 20% de la population est analphabète et 400,000 enfants ne trouvent pas place dans des écoles trop peu nombreuses ;
- les prix grimpent à une allure vertigineuse (125% en moyenne en deux ans) et la consommation diminue.

Mais tandis que 9 Chiliens sur 10 doivent se partager 38% du revenu national, le dixième jouit à lui seul de tout le reste ! Et 626 propriétaires de plus de 5,000 ha possèdent plus de la moitié du pays.

La réforme agraire vise à créer 100,000 nouveaux propriétaires en cinq ans. Elle commencera « dans le centre du pays parce que l'infrastructure économique existe déjà (routes, chemins de fer) et parce que, malgré cela, la productivité est actuellement trop faible. Cela va toucher, d'une part, les propriétés de l'Etat et, d'autre part, 1,000 grands propriétaires terriens... Elle accordera un maximum de 80 ha de bonne terre par propriété » (Interview de M. Marfan, puis Allende par G. Blardone dans *Croissance des Jeunes Nations* no. 43). Mais ce sera aussi « une réforme du régime de l'Eau, source jusqu'à maintenant d'injustices et d'abus ».

Pour être « complète... apprendre au paysan de nouvelles techniques... elle se fera par l'intermédiaire de coopératives agricoles »

obligatoires. Le plan prévoit pour les animer « la formation de 20,000 moniteurs paysans par an ». « Une réforme agraire, cela signifie aussi une politique des revenus, du crédit, des transports, des coopératives, de l'assistance technique » (E. Frei).

Originale, l'expérience chilienne, et, avec elle de la démocratie-chrétienne en Amérique latine, l'est dans ses principes, tels que les proclamait le Dr E. Frei. « Nous refusons le dilemme. Nous refusons de choisir entre le capitalisme oppresseur et le marxisme-léninisme imposé. Nous pensons qu'il y a une troisième voie, celle d'une révolution qui se ferait dans la liberté. La fin est la même ; il s'agit de transformer des structures archaïques et inadaptées. Mais nous pensons, nous autres, démocrates chrétiens, que les moyens d'y parvenir ne sont pas indifférents. Et nous croyons que les libertés essentielles doivent être préservées ».

Pour libérer le Chili de la tyrannie du cuivre, la démocratie-chrétienne a préféré la négociation à la guerre.

« Nationaliser, rompre avec les Etats-Unis, c'était recommencer l'aventure cubaine au moment où les pays de l'Est parlent de désengagement à Cuba, parce que le soutien est fort lourd pour leurs propres économies. C'était se libérer totalement et brutalement des Nord-Américains mais pour tomber sous la domination des économies de l'Est ou pour rester seul... Cette dernière alternative serait-elle supportable physiquement et moralement pour un peuple aussi pauvre ? Et le Chili trouverait-il dans ses seules ressources les moyens de son développement ? » (Interview de M. Marfan, puis Allende par G. Blardone dans *Croissance des Jeunes Nations* no. 43).

(Extrait du livre de Albert Samuel : *Castrisme, Communisme, Démocratie-chrétienne en Amérique latine*)



ÉDUCATION ET POLITISATION

JOSÉ MARIA BULNÈS

Des statistiques, de jour en jour plus abondantes et précises, découlent une évidence : nous faisons face à un énorme déficit en éducation et à une tâche gigantesque pour l'avenir.

Cependant, si on en analyse les véritables impératifs, les décisions à prendre pour chaque pays seront plus qu'économiques et administratives. Elles seront *politiques*.

DÉCISION POLITIQUE...

En premier lieu, on doit dire que le rayon d'action et de pénétration du système d'éducation dans les couches sociales de la population ne se mesure pas seulement au nombre des écoles. Au fond, ce dont il s'agit, c'est davantage de l'éducation des masses, du problème de l'opposition entre quantité et qualité et, pour tout dire du *niveau même de l'éducation*.

Il se peut bien que l'on y perde en qualité et qu'il y ait une baisse du niveau supérieur de l'éducation. Mais cette perte se compenserait par la promotion sociale que l'alphabétisation et l'éducation secondaire universelles entraîneraient. Mais, sans une décision claire, concernant ce problème « quantité versus qualité » en matière d'éducation, il est impossible à un gouvernement démocratique d'en arriver à des mesures radicales aptes à résoudre le problème de l'éducation. De même, il lui est impossible d'organiser systématiquement la formation des maîtres. Enfin, renoncer aux privilèges, gagnés en vertu d'un système d'éducation de niveau relativement élevé, lui devient difficile.

En second lieu, le *type d'éducation* (si humaniste, technique, mixte ou diversifié qu'il soit) est moins une question d'ordre pédagogique qu'un *problème fondamentalement politique*. Il s'agit, en effet, d'une décision qui

concerne la société entière. Il en va de même de la méthode d'éducation : elle relève de la politique comme de la pédagogie.

En troisième lieu, l'orientation de l'éducation (vers le savoir *ou* l'action ; vers l'étude, les professions et les métiers *ou* la prise de conscience, la politisation et la participation) relève, elle aussi, en dernier ressort, d'une décision proprement politique.

... IMPOSSIBLE À PRENDRE !

Mais la question doit être posée : un gouvernement d'Amérique latine peut-il prendre un tel type de décision ? De toute évidence, la réponse semble être : non. Alors, il nous faut conclure qu'il est impossible au gouvernement démocratique d'un pays latino-américain, dans une situation politique relativement normale, de simplement affronter la situation éducationnelle existante. Ne resterait-il plus, comme remède, qu'à établir un nouveau gouvernement ou qu'à brûler les statistiques et s'en tenir aux conséquences ?

SANS ISSUE PACIFIQUE

Les conséquences ne se feront pas trop attendre et tous ceux qui acceptent de voir clair le savent bien. Il paraîtrait même qu'il *n'y a plus d'issue pacifique*. C'est ce que disent *ceux qui attendent la révolution*, même s'ils ignorent la manière qu'adopterait un Etat révolutionnaire pour ne point répéter très vite le stéréotype d'éducation traditionnelle. *Ce stéréotype, il est facile de le constater, n'est que trop enraciné dans l'esprit des classes dirigeantes et cultivées.*

FAUSSE SOLUTION : ÉDUCATION DES MASSES

Cependant, la solution courante, tant dans les Etats démocratiques traditionnels que dans les Etats révolutionnaires, semble avoir été la « massification »

lente de l'éducation, avec quelques simulacres d'orientation politisante. Une solution de ce genre, pourtant, est toujours profondément malsaine. *Elle ne fait que dégrader l'éducation* et elle appelle la création, tôt ou tard, d'une éducation spéciale à l'intérieur de l'éducation générale, pour former des élites nécessaires.

Cette solution courante semble être la plus aveugle des solutions conservatrices. Mais elle est la plus fréquente dans les gouvernements « populistes » (supposément populaires) réformistes et dans les gouvernements révolutionnaires dictatoriaux.

La seule correction possible à tous ces maux réside dans l'*option pour une éducation vraiment politisante* et dans l'établissement du type et des méthodes de l'éducation.

POLITISATION MAIS...

L'*idée de politisation*, comme l'idée de révolution, a été souvent maniée et exploitée. Ce qu'on entend souvent par « politisation » n'est que civisme bureaucratique, communautarisme de quartier ou esprit de club. C'est encore abandon mythologisé, complaisance, « charanga » (danse qui tourne en rond), distraction, invention de sens et de buts pour combler le vide de l'existence individuelle et sociale. En un mot : on groupe les gens sans vraiment leur donner une direction.

Il s'agit là de dépolitisation majeure, puisqu'on ne laisse même pas de possibilité d'éveil légitime. En somme, les structures intermédiaires, le réformisme social, la planification socio-économique et les partis uniques de salut national sont en cause. Entrent aussi dans le jeu, le manque de sens historique dans la politique ainsi que l'aveuglement et la peur de ceux qui, dans des situations de colonialisme, ne sont pas libres. De ce fait, le vrai problème s'identifie aux institutions civiles, religieuses, sportives et autres.

Du reste, il est difficile de concevoir une véritable politisation massive d'un autre type. L'instinct grégaire est le propre de la masse. *La véritable politisation ne semble être possible qu'au près d'élites déterminées.*

Le problème dont on parle concerne bel et bien la démocratie.

RÉVOLUTION AVORTÉE

Dès la révolution française et les états populaires républicains, *les partis politiques idéologiques* jouent un rôle correcteur décisif, en maintenant dans un débat permanent les fondements et constitutions mêmes de la société politique. Ces partis ou idéologies politiques, qui remplissent l'enceinte nationale de nos républiques, on les craint ou on nie leur validité dès l'instant où l'on milite dans l'un ou l'autre sans le savoir, sans le vouloir ou sans le confesser. Rarement, on voit avec objectivité le rôle irremplaçable que jouent ces partis dans le maintien de l'énergie du peuple. Quoiqu'ils soient le moteur de la pensée et de l'action, tout gouvernement essaie de les éliminer en les limitant à un seul mouvement en sa faveur.

Chaque gouvernement national essaie alors de solidariser toute la nation avec l'idéologie qu'il soutient. Le moment historique de chaque parti, de chaque mouvement s'achève quand il triomphe dans sa lutte contre les intérêts contraires et quand il arrive au gouvernement avec une majorité suffisante. C'est alors que ce parti commence à détruire l'esprit qu'il s'était donné pour tâche de propager. Et il ne le fait pas nécessairement par égoïsme ou corruption, mais souvent par conviction honnête.

De quelque côté que l'on tourne les yeux, il semble que tout marche vers le totalitarisme d'état bureaucratique, technocratique, international.

DE L'INDÉPENDANCE À LA DIGNITÉ HUMAINE

Les luttes d'indépendance et de libération nationale maintiennent encore, cependant, le « feu sacré » des peuples. Ceux-ci ont collectivement l'intuition que, plus encore que le pain et la liberté, ils ont besoin de sentir vivre l'esprit dans leurs propres paroles, afin de ne pas mourir d'ennui et de pouvoir célébrer le banquet d'une grande existence collective. Le colonialisme et le néocolonialisme ravivent encore ces « feux ». Il ne s'agit guère, en fait, de la subsistance, mais de la façon dont

on l'obtient. Pour tout dire, c'est une question de dignité humaine.

L'Evangile dit : « L'homme ne vit pas seulement de pain, mais de toute parole venant de la bouche de Dieu ». Il faudrait ainsi que surgisse chaque fois, avec le pain, *une parole politique plus élevée*. La parole politique est une parole collective. Elle est parole d'un peuple et communauté de « logos » selon Aristote.

SITUATION SANS PRÉCÉDENTS

C'est avec cette seule confiance qu'on peut affronter le problème de l'éducation en Amérique latine. Ce problème s'identifie à celui des républiques latino-américaines. Elles ont encore la puissance d'un esprit qui a souffert largement sans avoir transigé avec une solution équivoque. Elles ont, de plus, jailli de la conjonction des divers peuples, races et cultures, au fil du temps.

La situation est critique. Il paraît impossible qu'une solution moyenne arrive à prendre racine. Les institutions établies ne pourront rien faire pour empêcher ou faire dévier le désir, souterrain et collectif, qui fleurit dans la parole que les hommes suivent. De ces hommes, dépend, d'autre part, le soutien d'une cause sans antécédents.

A mesure que se manifesterait un développement de la parole, on obtiendrait un développement économique collectif, qui ne sera pas fondé sur l'exploitation ou le conditionnement des masses.

TOUTE LA SOCIÉTÉ DOIT CHANGER

Du reste, la tâche de l'éducation devra sortir de plus en plus de l'école et se faire tout au long de la vie, au cœur même du monde où vivent les hommes et à partir de ce qu'ils ont entre les mains.

La crise des institutions privées d'enseignement (qui sont presque toutes catholiques), en effet, coïncidera avec la crise de la jeunesse et, par conséquent, avec celle des institutions privées de tout type. La crise des institutions publiques d'enseignement viendra, pour sa part, avec la crise des gouvernements traditionnels.

Aucun gouvernement ni aucune école ne peut éviter ces crises. Mais ils peuvent s'y ouvrir, en participant, dans une mesure chaque fois plus grande, à tout genre d'initiatives ou d'idéologies.

Ainsi, il apparaît que *nous arriverons, par la crise, à la véritable libération.*

L'ÉDUCATION ET L'ÉGLISE

Nous nous attarderons au cas déjà abordé de l'enseignement catholique. Il absorbe une multitude de prêtres, religieux et religieuses. Il menace d'entraver l'action de l'Eglise. Nous l'envisagerons ici seulement comme signe ou contre-signes de l'évangélisation, sans mettre en doute, ni le droit de l'Eglise à réaliser ce genre d'action, ni la bonne foi et le dévouement de ceux qui s'y consacrent.

Créées comme service de la société globale, pour former les élites dans une situation féodale, ces institutions jouaient un rôle positif. Dans les pays où l'enseignement est démocratisé, le réseau scolaire est devenu un service de la communauté chrétienne, avec ses avantages et ses inconvénients, mais plus une preuve de l'intérêt de l'Eglise pour l'éducation des hommes, même si ce vocabulaire est encore utilisé.

Là où l'enseignement est seulement en voie de démocratisation et où le réseau catholique est, notamment parce qu'il n'est pas subsidié par l'Etat, un service non de la communauté chrétienne, mais de ceux qui, chrétiens ou non, peuvent se le payer, sa signification est différente. Or tel est le cas en Amérique latine, de l'enseignement secondaire et supérieur. Il y a des exceptions, d'autant plus louables, que ce soit sur le plan technique, normal ou universitaire. Elles ont été possibles, quand l'Etat a accordé des crédits à des initiatives scolaires catholiques.

Cependant, surtout l'enseignement féminin, maintient une situation objectivement scandaleuse, de ségrégation sociale et parfois raciale (vis-à-vis des Noirs au Brésil ou des Indiens au Pérou) et d'ignorance à peu près totale de la société environnante. Cet enseignement est un service de classe, car pour être admis dans un certain milieu, il faut passer par tel ou tel établissement. Mieux vaut le supprimer que de continuer ainsi.

(Extrait de F. Houtart et E. Pin : *L'Eglise à l'heure de l'Amérique latine*)

HISTOIRE D'UN NUMÉRO

(ou comment se préparent les numéros de MAINTENANT)

En février 1966, le Père Bradet revient du Mexique. Au-delà d'un climat et d'un folklore exaltants pour un voyageur du nord, il y a perçu la situation d'Églises établies et de gouvernements de moins en moins capables de perpétuer leurs politiques de « statu quo » face à la montée tumultueuse des masses populaires. Cette perception correspondait exactement à celles qui, au Québec, présidaient aux types de problématiques et de positions dans lesquelles *Maintenant* s'engageait de plus en plus résolument. Le numéro spécial

Amérique latine était vendu ! Restait à le faire...

Il nous fallait avant tout éviter deux écueils. Le premier consistait à emprunter la vision fugitive du reporter-itinérant qui bâtit ses conclusions à partir de quelques interviews avec des personnes-clés. Le second, celui d'inviter des spécialistes étrangers à l'Amérique latine à discuter de ses problèmes à partir des schèmes importés de leurs disciplines respectives. Il ne nous restait donc qu'un choix : donner la parole aux latino-américains eux-mêmes.

Yvan Labelle, sociologue canadien travaillant à Santiago et résidant en Amérique latine depuis 1953, devait nous permettre d'établir ces contacts avec nos futurs collaborateurs. En avril, nous tenons avec lui une première réunion de planification du numéro. A cette époque nous prévoyions seize articles : ceux qui devaient avoir trait aux problèmes posés par la démographie, les structures familiales et le contrôle des naissances, la réforme agraire, l'Université et la jeunesse, la réforme des séminaires et le marxisme nous feront encore défaut au moment de la mise en pages définitive.

Cependant, d'autres articles non prévus lors de la première planification et qui apparaissent ici, devaient répondre indirectement à plusieurs questions posées dans les projets d'articles non réalisés. C'est à partir de ces nouveaux éléments concrets, que en juin, lors d'un second voyage d'Yvan Labelle au Canada, nous refaisons notre sommaire.

En août, Paul Doucet participe à un séminar à Cuernavaca, Mexique, sur l'influence des idéologies sur le changement social. Il y rencontre quelques-uns des collaborateurs et en profite pour faire évaluer par d'autres spécialistes certains articles destinés à *Maintenant*. Ceci occasionne un délai : le numéro prévu pour octobre ne pourra voir le jour avant novembre.

En septembre, les articles commencent à arriver par courrier aérien ; de Santiago à Montréal... deux semaines ! Une équipe de traducteurs formée d'étudiants latino-américains de l'Université de Montréal se met aussitôt au travail. Les articles sont traduits, parfois réécrits en français plus correct, puis revus à nouveau en comité.

Enfin le produit fini voit le jour. Il réunit dans une même publication des auteurs physiquement séparés par des distances qui, additionnées, ceintureraient une fois et demie la Terre. Pourtant ils sont tous latino-américains : cette distance dans l'espace n'empêchera pas toutes les nations représentées, Brésil, Guatemala, Chili, Colombie, Argentine, Mexique, Porto-Rico et Haïti de faire entendre des voix étonnamment unifiées.

PAYS D'ORIGINE DE NOS COLLABORATEURS



SEPT PIEDS DE TERRE ET UN CERCUEIL

Aucun des morts d'ici
N'est revêtu d'un cercueil.
On ne les enterre pas,
On les jette dans la terre.

Cimetières de Pernambouc,
Joao Cabral de Melo Neto.

En 1955, Joao Firmino, métayer du domaine nommé Galilée, fondait la première des Ligues paysannes dans le Nordeste du Brésil. Son principal objectif n'était pas, comme beaucoup le croient, d'améliorer les conditions de vie des campagnards de la région de la canne à sucre, ni de défendre les intérêts de ce résidu humain broyé par la roue du destin comme la canne est broyée par la meule des moulins. Au début, les Ligues avaient pour objectif de défendre les intérêts et les droits des morts, et non ceux des vivants. Les intérêts des paysans morts de faim et de misère. *Les Ligues voulaient leur donner le droit de disposer de sept pieds de terre pour y reposer leurs ossements* et le droit de faire descendre leur corps dans sa tombe à l'intérieur d'un cercueil de bois qui leur appartint, pour pourrir lentement avec lui dans l'éternité.

Voilà pourquoi furent fondées les Ligues paysannes. A leurs débuts, elles avaient bien plutôt affaire à la mort qu'à la vie, pour la bonne raison que les campagnards eux-mêmes n'avaient guère affaire à la vie. Ils n'avaient que la résignation : la résignation à la faim, à la souffrance et à l'humiliation. Mais puisque ces gens n'avaient déjà plus d'intérêt à lutter pour leur vie, à lutter pour une vie meilleure et plus décente, d'où leur venait donc cette obstination à revendiquer des droits dans la mort ? Revendication de morts qui

n'eurent jamais un droit de leur vivant ! Pourquoi ce désir forcené de posséder après la mort sept pieds de terre, de la part de gens qui durant leur vie n'avaient jamais disposé, en pleine propriété, d'un seul pouce de terrain, puisque presque tous faisaient partie des bataillons immenses des sans-terre peuplant le Nordeste du Brésil ? Et pourquoi cette volonté désespérée de posséder en propre un cercueil où se faire enterrer alors que, de leur vivant, ces déshérités du sort n'avaient jamais été propriétaires de rien — ni d'une terre, ni d'une maison, ni même de leur corps et de leur âme, loués pour toute leur vie aux seigneurs de la terre ? Pourquoi cette conduite si étrange en apparence, tellement en contradiction avec la soumission, l'apathie, la résignation de ces pauvres gens ?

Tout cela acquiert un sens au moment où l'on comprend que, pour les paysans du Nordeste, c'est la mort qui compte et non pas la vie, puisque, pratiquement, la vie ne leur appartient pas. De celle-ci, en effet, ils ne retirent rien, rien d'autre que la souffrance, le travail harassant, l'éternelle incertitude du lendemain ; rien d'autre que les menaces de la sécheresse, de la faim, de la maladie ou de la police. Pour eux, seule la mort est chose certaine, assurée, garantie, un droit que personne ne leur enlève : leur droit d'échapper un jour, par la porte de la mort, à l'étreinte de la misère et des injustices de la vie. Tout le reste est incertain, improbable ou impossible.

(Une zone explosive, Le Nordeste du Brésil, Josué de Castro)

CARICATURES :

Studio Jacques Gagnier

Maintenant

REVUE CHRÉTIENNE D'OPINION

PUBLIÉE SOUS LA RESPONSABILITÉ
DE L'ORDRE DOMINICAIN

PARAÎT LE 15 DE CHAQUE MOIS

directeur-administrateur :

V. HARVEY, O. P.

adjoints à la direction :

PIERRE SAUCIER
HÉLÈNE PELLETIER-BAILLARGEON
PAUL DOUCET, O. P.
JEAN PROULX, O. P.
ANDRÉ CHARBONNEAU

comité de Québec :

Claude Beauchamp, Jocelyne Dugas, Pierre Fortin, Gérard Lapointe

parmi nos collaborateurs :

H.-M. BRADET, O. P. ; M. Despland ; Naïm Kattan ; P. Bernard ; F. Dumont ; J.-Y. Morin ; L. Racine, O. P. ; A. Beauchamp, ptre ; chanoine J. Leclercq ; J.-P. Audet, O. P. ; B. Lacroix, O. P. ; J. Grand'Maison, ptre ; J.-P. Vanasse ; J. Lamoureux ; D. Latouche ; H. Robillard, O. P.

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

ABONNEMENT D'UN AN — \$ 5.00
ABONNEMENT D'ÉTUDIANT — \$ 3.50
ABONNEMENT DE SOUTIEN — \$10.00

RÉDACTION, ADMINISTRATION,
ABONNEMENTS,
2715, Chemin Côte-Ste-Catherine,
Montréal-26, P. Q. Tél. 739-2758

N. B. Les abonnements ne sont enregistrés qu'au reçu du versement.

IMPRIMÉ AU CANADA PAR :
L'ŒUVRE DE PRESSE DOMINICAINE
CUM PERMISSU SUPERIORUM

LE QUÉBEC ET L'AMÉRIQUE LATINE

Dans son livre *Treblinka*, le jeune écrivain israélien, Jean-François Steiner, répond à la perpétuelle question des historiens occidentaux « Pourquoi, dans les camps d'extermination où ils étaient des milliers de fois plus nombreux que leurs bourreaux, les Juifs ne se sont-ils jamais levés en masse pour se libérer de leurs chaînes ? »

Steiner répond : « Pour vouloir se libérer et vivre, il faut se savoir aimés de quelqu'un, quelque part ; il faut se sentir appuyés ne serait-ce que moralement et de très loin. Or, dans les camps de la mort, les Juifs se savaient abandonnés de tous. Ils savaient que les nations libres « savaient » mais aussi qu'elles ne bougeraient pas. Ils se savaient implicitement rayés d'avance du monde des vivants. Ils savaient que seuls les nazis les tuaient, mais que le monde libre tout entier « laissait faire ».

Que peut le Québec, petit « état » lui-même aux prises avec une révolution de moins en moins tranquille, face à des retards monstrueux dans les domaines qui touchent à l'éducation, à l'économie et aux mesures sociales, face au destin de cette énorme Amérique latine où des milliers d'êtres humains

meurent de faim dans l'ignorance des libertés les plus élémentaires ?

Aujourd'hui la conscience chrétienne n'accepte plus le statu quo du « bon Dieu qui a créé les riches et les pauvres ». Si au contraire l'homme, c'est-à-dire tout homme, a été établi roi de la création, nous savons qu'il nous faut lutter contre le péché collectif de la dépossession de l'homme par l'homme du royaume terrestre sur lequel tous les enfants de Dieu ont un droit fraternel égal.

Mais comment ? Comment concrètement les Québécois peuvent-ils donner à leurs frères latino-américains ce sentiment de solidarité qui a tant manqué aux Juifs de Treblinka pour qu'ils souhaitent se libérer et vivre enfin dans une dignité et une chaleur humaines retrouvées ?

Certes les gestes individuels, les engagements personnels ne sont pas négligeables, mais à l'heure actuelle ils ne suffisent pas à donner à des masses isolées cette confiance en elles-mêmes que seules d'autres masses humaines, ailleurs, peuvent leur insuffler en les appuyant par des gestes larges et exemplaires.

Pour l'Amérique latine d'aujourd'hui, riche en hommes, ri-

che en matières premières, détentrice d'un sol fertile entre tous, l'obstacle numéro un sur la route de sa libération reste toujours l'impérialisme américain maintenu sur place grâce à la collusion de ses militaires diplômés de West Point, de ses riches propriétaires dont les dollars s'immobilisent en Suisse ou se dilapident sur la Côte d'Azur et enfin d'une forte proportion d'un haut clergé figé dans ses privilèges et sa conception très espagnole de l'Eglise et des hommes.

Ce que le Québec peut aujourd'hui apporter de plus tangible à l'Amérique latine, c'est de se dissocier de la politique *canadienne* en Amérique latine. Cette politique en est une d'inféodation pure et simple aux intérêts des investisseurs américains.

Cependant il est clair qu'un tel geste ne sera pas prisé du « club » des bailleurs de fonds américains et de leurs amis canadiens et québécois. Mais tant que ce geste ouvert de solidarité ne sera pas posé, tous les discours sur la collaboration avec les pays en voie de développement demeureront vaine prose de circonstances.

La Direction